
un article inédit en français
d'immanuel wallerstein

gramsci aujourd'hui
vu de Turin et Bruxelles

horta, van de velde ou
le chagrin des architectes belges

livres

sommaire

antonio gramsci	3
bérenghère marques-pereira	5
gramsci actuel	
giovanni carpinelli	16
gramsci à l'épreuve du temps	
immanuel wallerstein	
marx et le sous-développement	25
benoît verhaegen	
samir amin et la déconnexion	50
jacques aron	
horta et van de velde ou le chagrin des architectes belges	55
livres :	
— le rêve et l'action par andré leysen	64
— l'urss en révolution par jean radvanyi	66
— l'ouvrier au théâtre	68
en revue	70

Comité de patronage :

Jean Blume, Edmond Dubrunfaut, Augustin Duchateau, Robert Dussart, Roger Somville.

Comité de rédaction :

Jacques Aron, Francis Chenot, Claudine Cyprés, Pascal Delwit, J.M. De Waele, Anne Drumaux, Pierre Gillis, Michel Godard, Serge Govaert, J.J. Heirwegh, J.-P. Keimeul, Rosine Lewin, Jacques Moins, Jacques Nagels, Marc Rayet, Claude Renard, Christian Vandermotten, Benoit Verhaegen.

Rédacteur en chef : Rosine Lewin.

Edité sous le patronage de la Fondation Joseph Jacquemotte

Outil d'analyse marxiste de la société actuelle, les **CM** entendent

- contribuer à un nouvel élan de la gauche et de ses valeurs
- participer à l'élaboration d'alternatives mobilisatrices à la politique néo-libérale;
- développer la réflexion et les échanges de réflexion à propos des voies d'accès à une société socialiste en Belgique



Lithographie de Piero Leddi

antonio gramsci

Un petit Sarde bossu, aux yeux étonnamment bleus, condamné par Mussolini à pourrir en prison, continue, cinquante ans après sa mort, à faire parler de lui.

Si Antonio Gramsci n'est connu en Belgique que par un public restreint, personne ne l'ignore en Italie et ses œuvres sont étudiées en Allemagne et en Angleterre, en France comme en Espagne, en Amérique latine comme aux Etats-Unis(1). Mais cette dimension internationale, Gramsci l'avait d'une certaine manière acquise de son vivant.

Après des études secondaires en Sardaigne, Antonio — élevé dans une famille nombreuse de très petite bourgeoisie méridionale — arrive à Turin en 1911, boursier universitaire. Avec Togliatti et Terracini, il fonde, en 1919, la revue marxiste et révolutionnaire «L'Ordine nuovo», qui va bientôt devenir le quotidien des communistes turinois. Il vient d'avoir trente ans quand il participe à Livourne au congrès de la fondation du Parti Communiste Italien. L'Italie prolétarienne vibre encore de l'expérience des Conseils de fabrique, inspirés par la Révolution d'octobre en Russie. Mais le fascisme, de rampant, s'affirme avec morgue et va bientôt occuper le pouvoir.

Antonio Gramsci part à Moscou comme représentant du PCI à l'Internationale communiste. Il y reste de mai 1922 à avril 1924, y épouse Giulia Schucht, qui lui donnera deux fils. Mais, le 24 avril 1924, Gramsci est élu député italien. Il rentre au pays, dirige à Rome les services politiques de l'Unità, déploie une activité énorme. En novembre 1926, il est arrêté en dépit de son immunité parlementaire. Exilé d'abord à l'île d'Ustica, il sera ensuite trimbalé de prison en prison. Au fil de sombres épisodes judiciaires, il est finalement condamné à vingt ans de réclusion et enfermé à la prison de Turi, dans la ville méridionale de Bari. La solidarité internationale qui se manifeste aux quatre coins du monde ne parviendra pas à écourter son calvaire. Gramsci est malade, très malade, ses souffrances sont accablantes. Il meurt à Rome, à la veille du 1^{er} mai 1937.

Bérengère Marquès-Pereira, assistante à l'université libre de Bruxelles, et Giovanni Carpinelli, assistant à l'université de Turin, signent dans la présente livraison des CM des contributions originales sur l'apport de Gramsci, cinquante ans après sa mort.

Je me borne pour ma part à souligner l'exceptionnelle sensibilité d'Antonio Gramsci, sa chaleur humaine, son refus des formules schématiques. Les « Cahiers » qu'il est parvenu à rédiger en prison représentent un poids d'intelligence créatrice et de courage peu ordinaires. Autre clé de sa personnalité : les « Lettres de prison », adressées à sa femme Giulia, à sa belle-sœur Tatiana, à ses fils, à ses amis. Les Editions La Farandole à Paris ont eu raison de publier les messages de Gramsci à ses deux fils, illustrés de ravissants dessins ; il me semble que ces lettres ont gardé toute leur fraîcheur.

Quand en 1974, les CM se livrèrent à leur enquête sur « Information télévisée et mouvement ouvrier », Gramsci fut sérieusement mis à contribution. Nous parlions de la nécessité de mettre en cause l'hégémonie culturelle de la classe au pouvoir, et pour ce faire, de la nécessité (notamment) d'« investir l'information ». Utilisé comme verbe transitif, « investir » fit grand bruit et M. Gol y vit l'aveu d'un plan de subversion, qu'il dénonça au Parlement.

Il reste beaucoup à faire pour que même à gauche, la vie et la pensée de Gramsci soient mieux connues en Belgique.

r.l.

(1) On lira avec intérêt dans la revue M le récit de Georges et Nadia Labica, retour d'un voyage au Chili, où a été organisé un symposium international consacré à « Vigueur et héritage de Gramsci ».



gramsci actuel

bérengère marques-pereira

En 1974, Pierre Joye attirait l'attention des lecteurs des Cahiers marxistes sur l'actualité de Gramsci. Il nous incitait à lire et à connaître son œuvre, pour y saisir toute l'importance politique et culturelle des conflits d'idées et de lutte théorique, dans la transition au socialisme en Occident.

Il ne s'agissait pas d'emboîter le pas à la mode d'une intelligentia parisienne, ni de trouver dans l'œuvre de Gramsci des recettes et des formules toutes faites. C'était bien plutôt un appel à «essayer de faire ce que faisait Gramsci», c'est-à-dire «examiner, analyser sans préjugés tout ce qui surgit de nouveau», d'autant que nous étions déjà confrontés à une crise fondamentale du capitalisme.

«C'est seulement ainsi», disait Pierre Joye, «qu'il sera possible de vaincre dans la guerre de positions engagée contre le capitalisme, en investissant la société à tous les niveaux, tranchée par tranchée, engageant ainsi pas à pas, la grande majorité des masses populaires à l'idée de la nécessité d'une transformation radicale de la société» (1).

Aujourd'hui, en 1987, ces réflexions demeurent pertinentes. En ce cinquantième anniversaire de la mort de Gramsci, aucun marxiste belge n'est en mesure de souhaiter un peu moins de gramscisme, pour préférer un peu plus de Gramsci. Nous ne risquons certainement pas une saturation ou une mystification de sa pensée. La crise du marxisme, en particulier français, ne suggèrera pas à nos intellectuels empreints d'académisme ou repliés sur la francophonie, que Gramsci est «un penseur actuel, car c'est un classique moderne de la politique» (2). C'est encore moins le pragmatisme du mouvement ouvrier qui soulignera que la lutte pour le socialisme se mène sans cloisonnement, sur tous les plans — économique, social, culturel, théorique et politique.

Académisme et pragmatisme, voilà deux éléments parmi d'autres, qui convergent vers un sens commun, source d'une modération consensuelle tarissant la confrontation intellectuelle et la critique des idées dominantes. C'est ce sens commun-là que Gramsci nous engage à dépasser pour en forger un nouveau.

SOCIÉTÉ CIVILE, HÉGÉMONIE, ÉTAT

Gramsci est le premier penseur marxiste à manifester une sensibilité à des thèmes aussi actuels que la société civile et l'élargissement des fonctions de l'Etat.

Pour Gramsci, la société civile désigne les systèmes de pensée, les organisations, tout cet ensemble matériel et non matériel que sont les idéologies, avec leurs relais institutionnels et leurs moyens de diffusion; ou encore, tout ce qui façonne les mentalités, les attitudes, les comportements des individus et adapte ceux-ci à leurs activités, non par la contrainte physique, mais par le consentement. Les idéologies traversent toutes les activités, toutes les pratiques sociales et « cimentent » le « bloc social ». Cette intégration des individus à une classe, à un groupe, à une société, s'organise à travers un système ramifié d'institutions (écoles, familles, églises, partis, médias...) qui, toutes, ont une double dimension, matérielle et culturelle. Car les individus produisent leur existence sociale par et à travers une série de pratiques sociales qui comportent à la fois une activité matérielle, accomplie au sein des différentes institutions, et des éléments idéologico-culturels.

Ces institutions et ces pratiques sont le fait de rapports sociaux que les individus produisent et dans lesquels ils produisent leurs moyens matériels d'existence et se produisent comme êtres culturels, comme agents sociaux. Ce processus s'intègre à la division sociale du travail qui organise la structure matérielle. C'est en ce sens que la société civile apparaît comme un système ramifié d'appareils d'hégémonie qui sont autant de relais aux conditions d'existence et de stabilisation à une forme particulière d'un développement productif.

Pour devenir hégémonique et se maintenir comme telle, une classe dominante doit renoncer à ses propres intérêts « corporatifs » et incorporer à ses pratiques politiques les intérêts et les valeurs culturelles des classes alliées. C'est dire qu'au sein des institutions de la société civile, il existe, en permanence, un processus de confrontations, d'affrontements, de luttes, mais aussi de négociations, de concessions, de compromis, processus où s'entrecroisent des logiques économiques, idéologico-culturelles et politiques. Dans cette perspective, les appareils d'hégémonie sont le relais d'une légitimation consensuelle de laquelle ne sont jamais absentes les marges de liberté procédant des processus de politisation qui peuvent porter atteinte aux compromis d'un moment historique donné. Ces marges de liberté doivent certes être mises en rapport avec des systèmes de limitations et d'obstacles relevant des divisions sociales du travail qui assignent aux individus leur place sociale. Mais si ces systèmes de limitations

et d'obstacles sont les conditions de stabilisation de l'ordre social, ils peuvent devenir les conditions de possibilité à l'émergence d'une nouvelle praxis.

La force sociale des classes et des groupes dominants, tout comme celle des classes et des groupes dominés, est donc présente au sein des appareils d'hégémonie qui sont le terrain et l'enjeu de la régulation sociale, dépendante des rapports de force entre classes, toujours instables, et des pratiques sociales, toujours diversifiées et souvent contradictoires.

Ces forces sociales sont également présentes dans l'Etat.

Le pouvoir d'Etat représente les intérêts généraux du capitalisme, non pas en recevant des ordres du secteur privé, mais bien dans la mesure où il est capable de mettre en œuvre des politiques qui répondent aux intérêts généraux de la bourgeoisie. Satisfaire ces derniers implique aussi des politiques qui tiennent compte des revendications des classes dominées, revendications éventuellement contradictoires avec les intérêts à court terme des classes dominantes, mais non pas avec ses intérêts à long terme, balisés par l'existence du cadre économique capitaliste. L'Etat constitue, pour Gramsci, une charnière entre les intérêts des classes dominantes et les intérêts de classes dominées. A ce titre, il peut se présenter comme le garant de l'«Intérêt général» de l'ensemble de la société. Un tel processus implique des aménagements et des réformes qui sont le résultat de luttes et l'expression de compromis; derrière ce processus, la répression apparaît comme une réponse politique complémentaire à la formation du consensus, lorsque les conflits et les luttes mettent en cause les cadres de la dynamique d'accumulation.

UNE LEÇON DE MÉTHODE

La force de l'œuvre de Gramsci est d'avoir posé le problème de la transition au socialisme en Occident, dans les termes d'une réforme intellectuelle et morale qui ne peut pas ne pas être en même temps une réforme économique-sociale et éthico-politique. Cette proposition résume à elle seule toute la valeur de la dialectique comme anti-économisme et comme anti-dogmatisme.

Les développements qui vont suivre ne constituent pas une approche philosophico-politique de la «réforme intellectuelle et morale» dans ses liens au marxisme(3). Mon propos est centré sur l'actualisation politique d'une leçon de méthode propre à Gramsci, dans la situation historique déterminée que nous connaissons en Belgique.

Entendons-nous donc sur le terme réforme. Il ne s'agit pas de la réforme réformiste, mais bien de la réforme révolutionnaire : non pas les réformes alimentées par un pragmatisme qui se veut réaliste, mais bien les réformes alimentées par une lutte culturelle qui élucide le champ de possibilités stratégiques, politiques et économiques. Deux logiques s'opposent dans lesquelles, certes, l'acquisition graduelle par des conquêtes matérielles immédiates, de meilleures conditions d'existence pour les travailleurs, trouve sa place. Mais dans l'une de ces logiques, si l'émancipation des ouvriers est sincèrement souhaitée, les choix de société sont toujours remis à plus tard, face aux impératifs de l'exercice du pouvoir; le poids accordé à la dynamique institutionnelle fondée sur le consensus électoral va de pair avec une méfiance certaine à l'égard des initiatives des masses populaires, pas toujours compatibles avec le «sens des responsabilités», le «sens de l'Etat», loin s'en faut. Dans l'autre par contre, l'émancipation des ouvriers comme classe, et donc comme force politique autonome, passe par une transformation du sens commun des masses, qui brise l'évidence du rapport dirigeant-dirigé, du rapport gouvernants-gouvernés. Dans la perspective gramscienne, investir les relais de la légitimation consensuelle de l'ordre social hiérarchique de classe ne se réduit pas à l'intégration passive de la classe ouvrière aux appareils de l'hégémonie bourgeoise. Construire les conditions qui rendent possible une contre-hégémonie procède des processus de politisation à l'intérieur de ces appareils, car la dynamique inhérente aux rapports de force n'est jamais close et restructure constamment le sens commun.



L'épouse de Gramsci et leurs deux fils.

Loin d'être immuable, le sens commun est enjeu et terrain de lutte. Dans le cadre de l'hégémonie bourgeoise, le sens commun organise la centralité des rapports de classe au sein du capitalisme. Les conditions d'existence et de stabilisation nécessaires à la valorisation du capital se construisent, tant à travers une dynamique d'affrontements et de compromis entre classes que dans une confrontation aux rapports sociaux n'ayant pas un caractère de classe a priori. Ce double mouvement se déroule au sein de l'ensemble des pratiques et des institutions, toutes traversées par un sens commun qui constitue le terrain d'articulation des multiples rapports sociaux.

L'importance accordée par Gramsci aux luttes — théorique, culturelle et politique — tient à ce qu'elles potentialisent la pression des forces matérielles et manifestent la nécessité d'organisation des classes et des groupes sociaux.

On peut ainsi mesurer à quel point Gramsci est loin de l'économisme, cette variante du pragmatisme.

Son anti-économisme ne se satisfait pas de la notion de «détermination en dernière instance» du politique par l'économie, puisque la centralité des rapports de classe tient également aux processus de politisation qui se déroulent au sein de la société civile et de l'Etat. Et de ce fait, Gramsci a ouvert le marxisme à de nouveaux champs d'investigation, se penchant sur le problème des intellectuels et les phénomènes de l'art, de la littérature, de la religion... Car sa dialectique fonctionne en même temps comme un antidogmatisme au sein même du marxisme. Gramsci se refuse à faire de la dialectique une ontologie matérialiste, à la voir dans les phénomènes de la nature, tout comme il se refuse à l'ériger en instance normative des sciences, à en faire la science des sciences.

Il y a là une leçon de méthode qui, me semble-t-il, garde aujourd'hui toute sa pertinence : l'exigence philologique dans ses implications et conceptuelles et stratégiques.

«L'expérience sur laquelle se fonde la philosophie de la praxis ne peut être schématisée; c'est l'histoire même dans son infinie variété et multiplicité dont l'étude peut donner lieu à la naissance de la philologie comme méthode d'érudition dans l'établissement des faits particuliers. (...) Si l'expression méthodologique de l'importance qu'il y a à ce que les faits particuliers soient établis et précisés dans leur individualité hors de toute confusion, on ne peut exclure l'utilité pratique d'identifier certaines lois de tendances, qui correspondent dans la politique aux lois statistiques ou lois des grands nombres qui ont servi

à faire progresser certaines sciences de la nature. (...) En fait, admettre dans la politique la loi statistique comme essentielle, agissant inexorablement, n'est pas seulement une erreur scientifique, mais devient une erreur pratique en acte. (...) Il faut observer que l'action politique tend justement à faire sortir les foules de la passivité, c'est-à-dire à détruire la loi des grands nombres; comment alors celle-ci peut-elle être retenue en tant que loi sociologique?»(4)

L'exigence philologique va de pair avec des critères méthodologiques essentiels. En effet, l'examen des faits historiques passe par une analyse des «rapports de force qui, d'une part, distingue les "faits organiques" des "faits de conjoncture", et, d'autre part, établit un lien dialectique "entre ces deux ordres de mouvements"»(5).

Ainsi peut-on donner tout son sens à une situation historique déterminée. L'anti-dogmatisme de Gramsci doit dès lors nous inciter à rendre compte analytiquement de la singularité de l'événement en mettant en lumière sa signification par un travail de synthèse sur les médiations entre la société civile et l'Etat, entre la structure et les superstructures.

Au risque de me répéter, je souligne à nouveau que dans cette optique, la dynamique inhérente aux rapports de forces n'est jamais close: si implacable que puisse être la logique économique comme «force extérieure qui écrase l'homme, l'assimile, le rend passif», elle peut cependant se transformer «en moyen de liberté, en instrument pour créer une nouvelle forme éthico-politique». Un tel processus, nous dit Gramsci, «coïncide avec la chaîne de synthèses qui sont le résultat du développement dialectique»(6). La dialectique est donc aussi un anti-économisme: sur le plan conceptuel, c'est refuser de penser la dynamique historique à partir de la seule logique économique, et l'unité de la formation sociale comme le résultat des effets nécessaires de la structure sur les superstructures; sur le plan politique, c'est refuser de renvoyer toujours à plus tard l'acquisition de l'autonomie des classes et des groupes sociaux dominés.

Cette leçon de méthode nous invite à rechercher sans cesse la genèse des contradictions sociales et à cerner la manière dont elles s'expriment dans l'actuel. Une telle leçon possède toujours sa valeur pour qui entend aujourd'hui réfléchir et s'atteler à une lutte socialiste construisant un sens commun de masses, délivré de tout dogmatisme, de tout économisme, de tout pragmatisme.

C'est là pour moi l'un des héritages les plus féconds de Gramsci, en cette période historique charnière que sont les années quatre-vingts.

AUJOURD'HUI

La fin de ce siècle se caractérise bel et bien par une lutte d'hégémonie dans laquelle le compromis social-démocrate se disloque au profit d'une régulation étatique néo-libérale, sous le signe de l'internationalisation du capital et des forces productives.

La coexistence de deux logiques est au cœur du compromis social-démocratie : celle du marché, de la concurrence et celle du service public, de la justice distributive.

En effet, la nature contradictoire de ce compromis se fonde sur une extension des pouvoirs des organisations du mouvement ouvrier et sur une stabilisation du capitalisme. Cette contradiction trouve sa légitimation dans une conception de la classe ouvrière passive et dans une valorisation du sens de l'Etat, du sens des responsabilités qui s'expriment dans une méfiance extrême à l'égard des initiatives des masses populaires et à l'égard de l'action extra-parlementaire (7). Il y a là une tentative jamais entièrement réussie d'un effacement des contradictions, d'une neutralisation des conflits sous le signe d'une référence particulière à l'«intérêt général». L'extension du salariat, l'organisation d'une solidarité collective, la concertation sociale, la démocratie parlementaire sont autant d'articulations qui fournissent une représentation de l'Etat comme pourvoyeur de progrès social, de paix sociale et d'égalité.

L'extension du salariat, centrée sur la maximisation de la production et de la consommation de masse, s'accompagne d'une assimilation des intérêts des travailleurs salariés à l'«intérêt général» de l'ensemble de la société. Cette assimilation fonctionne à partir d'un cadre institutionnel qui semble vider le salariat de son contenu d'exploitation.

Ainsi, le plein emploi et l'augmentation du pouvoir d'achat, qui donnent accès à une consommation de masse, sont appréhendés comme progrès social. La liaison des augmentations de productivité et la croissance des salaires réels est l'instrument d'un progrès social inscrit dans la négociation collective. Celle-ci est également conçue comme un instrument de paix sociale. Progrès social et paix sociale sont des valeurs légitimées par la recherche d'un consensus entre capital et travail à travers l'institutionnalisation de leurs conflits.

La mise en cause de la domination immédiate du capital sur le travail est relayée notamment par une politique de concertation sociale entre les syndicats, le patronat et l'Etat, et par l'organisation d'une solidarité collective qui développe une série d'équipements collectifs, largement financés et gérés par l'Etat.

Parallèlement se construit une conception de l'Etat comme organisateur du bien-être social, réduisant les inégalités et les discriminations, supprimant les marginalités et les pauvretés. La valeur d'égalité acquiert d'autant plus la force d'un «intérêt général» qu'elle s'appuie sur une démocratie parlementaire élargie par l'intégration des social-démocraties aux appareils d'Etat et par le suffrage universel des hommes d'abord et puis des femmes.

Aujourd'hui, les articulations de l'«Intérêt général» fondé sur le compromis social-démocrate se vident peu à peu de leur contenu sous les effets d'une régulation étatique néo-libérale.

Bien sûr, la droite néo-libérale n'entend pas interdire purement et simplement les organisations du mouvement ouvrier ou abolir la concertation sociale, la négociation collective, la sécurité sociale et le suffrage universel.

Le suffrage universel, cependant, demeure tronqué. Les immigrés n'y ont pas droit. La rupture du consensus antixénophobe et antiraciste de l'après-guerre laisse le terrain libre certes à la violence physique et verbale de l'extrême-droite, mais aussi à la bonne conscience de droite et à la prudence électoraliste sociale-démocrate. La bonne conscience de droite prône au mieux l'assimilation individuelle au détriment de l'intégration; la prudence électoraliste sociale-démocrate n'est même plus capable d'options socialistes véritablement collectives.

La politique néo-libérale valorise la liberté du travail aux dépens du droit au travail, l'assistance aux dépens de l'assurance, la flexibilité aux dépens des acquis sociaux. Corrélativement, la liberté de négociation entre partenaires sociaux tend à se circonscrire à l'entreprise et à se fissurer sous l'effet de la pratique des pouvoirs spéciaux. La privatisation de segments rentables des services publics s'effectue sous le signe de l'efficacité et de la compétitivité. Et la valorisation du risque cache mal la multiplication des statuts précaires dans l'emploi.

Les transformations des rapports de force entre capital et travail passent ainsi par un recentrage de l'Etat sur la logique du marché. Le mythe néo-libéral du «moins d'Etat» ne saurait occulter que les mesures anti-sociales de «dérégulation» ou de «déréglementation» impliquent un renforcement de l'autoritarisme étatique. Le «désengagement de l'Etat» ou la «désétatisation anti-bureaucratique» recouvre, en réalité, un nouveau mode d'intervention de l'Etat dans le rapport entre le capital et le travail.

Si l'on approfondissait l'analyse de tels changements, peut-être pourrait-on y voir la recomposition du « bloc historique », c'est-à-dire cet ensemble complexe, discordant de la structure et des superstructures, cimenté par le sens commun.

L'on pourrait percevoir que ce ne sont pas seulement les appareils d'hégémonie que sont les industries culturelles (édition, magazines, radio, TV, publicité...) qui forgent nos savoir-faire, nos savoir-vivre, nos savoir-penser. Certes, leur rôle est capital et les enjeux politiques actuels autour de l'audio-visuel le montrent. Mais l'ensemble de la restructuration du capital, dans ses dimensions simultanées de la logique marchande et de la production de sens, pénètre les pratiques et les institutions de la société civile, où tout un chacun acquiert ses moyens matériels d'existence et produit sa subjectivité sociale, son identité culturelle.

La culture possède de multiples facettes: culture-technique, culture-temps-libre, culture-marchandise, culture-identités, culture-média, et aussi culture-solidarité. Michel Godard et Didier Dupont explicitent ces différentes facettes dans des formulations gramsciennes qui les amènent à souligner que: «La notion banale, neutre d'idéologie, ne suffit pas à rendre compte des phénomènes culturels. D'autant moins que la notion a aussi un sens péjoratif, au moins par exemple, quand certains d'entre nous parlent d'idéologie bourgeoise; c'est une entreprise de mystification qui est alors critiquée, c'est un enjeu politique, un rapport de force qui est visé» (8). La victoire d'une contre-hégémonie passe, disent-ils, par «le fait que des institutions, des pratiques codifiées et des modèles de comportement instaurés du temps de la domination bourgeoise, peuvent être investis par les projets de la classe ouvrière: le Droit, la Famille, la Maison individuelle... Mozart aussi. Les valeurs essentielles de la solidarité et de l'égalité seront donc au nœud d'une riposte qui vise la culture globalement» (9).

PLACE DE LA CULTURE-SOLIDARITÉ

Effectivement, les valeurs centrales de solidarité collective et d'égalité tracent plus que jamais la ligne de partage entre gauche et droite et révèlent la capacité culturelle de la gauche à répondre aux enjeux actuels posés par la droite. La culture-solidarité est bien au cœur d'un nouveau sens commun de masses visant une contre-hégémonie. Si la construction de ce sens commun est exempte de tout dogmatisme, de tout économisme, elle engage notamment à réfléchir comment les aspirations et les revendications, nées hors des lieux de la production, s'articulent aux transformations actuelles des rapports de force entre classes dans la société civile et dans l'Etat. Car

les «nouveaux terrains de lutte» posent un enjeu de démocratisation de l'ensemble des rapports sociaux, non réductibles aux seuls rapports de production, et tracent une perspective de socialisation de la politique, de politisation du social, dans un cadre pluraliste, décentralisé et autogestionnaire. Pour appréhender la problématique des «nouveaux terrains de lutte» dans une perspective gramscienne, le sens commun peut être compris comme le résultat d'une dynamique historique à travers laquelle un intérêt ou une aspiration de classe devient interclassiste, ou à travers laquelle une aspiration ou un intérêt non-classiste pénètre dans la sphère des affrontements et des compromis entre classes. C'est là un problème d'«articulation hégémonique» des figures de l'intérêt général — diverses et contradictoires — mobilisées dans les stratégies et les tactiques de lutte et de compromis au sein du processus de politisation(10).

Ne s'agit-il pas alors pour la gauche d'agir pour que le néolibéralisme cesse d'absorber (ou de morceler) certaines aspirations démocratiques non-classistes ?

Face à la tradition centralisatrice de la gauche, le néo-libéralisme peut détourner l'attention de son fétichisme de fait à l'égard de l'Etat, en se nourrissant des tensions existant, à divers degrés, entre le mouvement ouvrier et les mouvements sociaux non-classistes. Lorsque ces derniers proclament leur autonomie par rapport aux partis politiques et aux syndicats, la tendance à voir, dans les mandataires, moins les représentants des intérêts de la classe ou du groupe social qui les a élus, que les représentants d'appareils bureaucratisés, coupés de leur base sociale, peut déboucher sur une mise en cause des partis et des syndicats, de ces instances de globalisation des intérêts et des revendications. La prétention des partis ou des syndicats à parler ou à agir au nom de l'«intérêt général» est dès lors perçue comme une réduction de la diversité des subjectivités sociales à la domination de l'économique. Le parti ou le syndicat comme médiateur de revendications face à l'Etat semble perdre son rôle hégémonique.

Le néo-libéralisme ne modèle-t-il pas cette mise en cause de l'«intérêt général»? Ne désarticule-t-il pas, en effet, les ingrédients d'une démocratie de base que peuvent présenter certaines fractions des mouvements non-classistes, de leur potentiel anti-capitaliste ? Et n'articule-t-il pas leur dimension anti-bureaucratique sur une inflation des discours sur les libertés ? Ce processus désarticulation-articulation permet au néo-libéralisme d'occulter le fait que sa régulation étatique s'engage dans la valorisation d'un Etat fort et répressif, ainsi que de l'élitisme.

Mais la capacité idéologique du néo-libéralisme se mesure également à une faiblesse dans la tentative de la gauche d'articuler la sauvegarde d'une logique du service public à un processus de socialisation anti-élitiste, processus qui tend à lier la démocratie représentative à la démocratie de base, et à reconnaître la pluralité des luttes. Un projet socialiste peut-il réellement s'opposer au sexisme s'il réduit la problématique féministe à une dimension pragmatique de réformes légales ou à une dimension idéaliste de changement préalable des mentalités ? Un projet socialiste peut-il répondre aux critiques du productivisme s'il ne prend pas en compte les luttes du mouvement écologiste et anti-nucléaire ? Un projet socialiste peut-il lier l'auto-détermination des travailleurs à celle des usagers si la lutte contre la privatisation ne prend pas en considération les résistances à la bureaucratisation de la vie sociale ? On pourrait ainsi multiplier les interrogations à la mesure de la pluralité des luttes d'aujourd'hui.

Si la base sociale de la transition au socialisme passe par la constitution d'un «peuple de gauche», non réductible à la seule problématique du travail salarié, alors une volonté collective anticapitaliste ne peut se contenter d'élargir pragmatiquement les alliances à d'autres mouvements sociaux que les organisations du mouvement ouvrier. Les alliances doivent s'ancrer dans une lutte d'idées, culturelle et théorique, pour un nouveau sens commun.

(1) P. Joye, «Gramsci aujourd'hui» in *Quelques textes de Pierre Joye, Cahiers marxistes*, numéro hors série, 1984, p. 60.

(2) G. Vacca, «Un classique moderne», in *M*, n° 9, mars 1987, p. 1.

(3) L'approche effectuée par Gramsci des liens entre philosophie de la praxis et réforme intellectuelle et morale est étudiée notamment par A. Tosel, *Praxis vers une refondation en philosophie marxiste*, Editions sociales, 1984, pp. 203-217.

(4) A. Gramsci, *Cahiers de prison*, cahier II. Gallimard, Paris, 1978, pp. 226-227.

(5) A. Gramsci, cahier 13, *ibidem*, pp. 377-378, 380-382.

(6) A. Gramsci, cahier 10, *ibidem*, p. 50.

(7) M. Liebman, «Reformism Yesterday and Social Democracy Today» in *Social Democracy and after, Socialist Register*, 1985-1986 pp. 1-22. M. Alaluf, «Work and Working Class», *ibidem* pp. 455-475. R. Milliband, M. Liebman, «Beyond Social Democracy» *ibidem*, pp. 476-489.

(8) M. Godard, D. Dupont, «Rapport du groupe de travail Politique Culturelle. Congrès fédératif francophone», in *Faits et Arguments*, périodique du PCB n° 81, mai 1986, p. 7.

(9) *Ibidem*, p. 8.

(10) La notion d'«articulation hégémonique» est définie par E. Laclau comme «cette forme d'articulation qui est compatible avec la reconnaissance de la différence, et qui construit l'acceptabilité de certains discours tout en en déconstruisant d'autres» et qui implique «d'accepter pleinement les différences comme étant constitutives du social et de concevoir les luttes politiques comme des pratiques articulatoires de celles-ci». E. Laclau, «Socialisme et transformations des logiques hégémoniques», in C. Bucigluksmann (ed.) *La gauche, le pouvoir et le socialisme*, P.U.F., Paris, 1983, p. 335.

gramsci à l'épreuve du temps

giovanni carpinelli

Une œuvre ne devient pas à l'improviste un classique, parce qu'une autorité quelconque en a voulu ainsi. Une œuvre devient un classique par une sorte de consensus très large qui s'établit autour d'elle. Quelque temps après sa parution, le travail d'un auteur se révèle indispensable à la compréhension d'une époque; petit à petit, il acquiert une valeur exemplaire dans son genre; finalement, il manifeste sa présence dans la terminologie d'une discipline, il laisse des traces dans le langage courant, à travers des concepts, des expressions, des formules ou simplement des mots auxquels il a donné une coloration particulière.

ASCENSION PAR ETAPES

L'œuvre de Gramsci a connu cette ascension par étapes au statut de classique. Elle a paru en Italie entre 1947 et 1952, bien des années après la mort, en 1937, de son auteur. Gramsci avait été aussi de son vivant un journaliste; mais cette partie-là de son œuvre sera recueillie dans une série de volumes qu'encore plus tard, entre 1974 et 1971. Les écrits qui ont révélé la grandeur de Gramsci en tant que théoricien appartiennent tous à la période où leur auteur se trouvait en prison pour des raisons politiques, sous le régime fasciste. Ce sont précisément les *Lettres* et surtout les *Cahiers de la prison*.

Les thèmes abordés dans ces œuvres majeures sont très variés, mais ils sont finalement liés à un petit nombre de questions cruciales: la nature et la forme de l'Etat bourgeois, le rôle du parti révolutionnaire et des intellectuels, les mécanismes de la vie politique, la situation et la mentalité des classes populaires, la position épistémologique originale du marxiste (qui est appelé d'une façon significative «philosophie de la praxis»). Il est utile de rappeler ici que les notes de Gramsci dans les *Cahiers de la prison* ont un caractère cohérent bien plus dans leur inspiration profonde que dans leur apparence immédiate.

Concrètement, cette œuvre est constituée par une série de fragments que l'auteur n'a pas refondus en un développement tout à fait



La prison de Turi, Bari.

enchaîné et unitaire. On voit la tentation à laquelle les interprètes les moins prudents des Cahiers n'ont pas su résister: rassembler, achever, unir en un système ce que Gramsci avait laissé en friche.

Il y a dans pareil procédé un grand risque d'abus. La composition finale d'une œuvre n'est pas une opération mécanique. L'assemblage global fait mieux apparaître les éléments d'inconséquence; il peut mener à de nouvelles formulations, plus nettes, ou il peut laisser subsister une part d'incertitude; même l'interprète le plus avisé n'a pas toujours les éléments pour trancher là où l'auteur lui-même n'a pas choisi. La distinction est parfois subtile entre la réunion opportune et l'arrangement périlleux. E. Garin, L. Paggi, L. Mangoni ont énoncé ou simplement mis en pratique un bon critère quand ils ont essayé, à différents propos, de retrouver les coordonnées de l'élabo-

ration théorique qui se dessine à travers l'œuvre de Gramsci, tout en se gardant d'aboutir à l'échafaudage d'un système. D'ailleurs, il y a dans les *Cahiers de la prison* un passage où une solution de ce genre est envisagée positivement (à propos de Croce): «La philosophie doit résoudre les problèmes que le processus historique présente tour à tour dans son développement. La qualité systématique (le sistematicità) ne doit pas être recherchée dans la structure architecturale extérieure, mais dans la cohérence interne et dans la pertinence conceptuelle (la comprensività), profonde de chaque solution particulière». (M.S. ER, 213).

Nous n'allons pas retracer par le menu l'histoire de l'accueil qui a été réservé à l'œuvre de Gramsci en Italie et à l'étranger. Ce serait une longue histoire qui a d'ailleurs déjà donné lieu à des études spécialisées. Quelques données élémentaires suffiront à notre propos ici.

Gramsci est devenu un classique en Italie déjà pendant les années cinquante. Il s'est vu accorder une dignité semblable en dehors de son pays vers la fin des années soixante. Les deux processus de reconnaissance ne sont pas comparables. En Italie, Gramsci a tout d'abord été apprécié principalement comme l'auteur de réflexions fort pénétrantes sur l'histoire nationale; et les *Cahiers de la prison* ont inspiré et nourri des travaux très importants dans ce domaine. A l'étranger, c'est le théoricien marxiste qui a polarisé l'intérêt des spécialistes et d'un public relativement vaste, qui n'a jamais été composé uniquement de communistes (il suffit de penser à la présence considérable de Gramsci en Allemagne fédérale et aux Etats-Unis pour s'en persuader).

LE PRIX DU SUCCES

L'accession d'une œuvre au statut de classique déclenche un processus cumulatif qui n'est pas sans danger pour une diffusion essentiellement fidèle au message contenu dans l'œuvre même. Par définition, ce message est complexe, ouvert à plusieurs interprétations possibles. Par définition: l'œuvre ne pourrait être en effet considérée comme «classique» si les significations qu'elle exprime n'étaient pas, en partie, universalisables, tout en étant aussi riches et multiples. Ces qualités sont précisément nécessaires pour qu'un produit historiquement daté puisse opposer une résistance à l'usure du temps. Mais un classique est aussi un produit prestigieux que le public et les spécialistes désirent s'approprier sans toujours consentir l'effort indispensable à une approche satisfaisante. Résumés, vulgarisations douteuses, interprétations arbitraires ou simplement trop «Intéressées»: voici les retombées partiellement négatives que peut avoir le

succès plus vaste d'un classique. L'œuvre de Gramsci aussi a connu ce sort.

Le succès entraîne donc toute une part de méconnaissance. Pour lutter contre un tel inconvénient, il est possible de suggérer la lecture directe des textes, mais ce n'est pas un remède suffisant. Un classique est tout le contraire d'une œuvre qui n'a pas besoin d'être commentée, élucidée, expliquée même. Il ne s'agit donc pas de préférer le texte à l'interprétation, mais plutôt de faire appel à des interprétations réellement éclairantes pour accompagner la lecture du texte.

Tout cela paraît bien évident, mais il est curieux que dans le domaine précisément de l'approche aux classiques, la tradition marxiste apparaisse singulièrement dépourvue de critères méthodologiques acquis ou largement reconnus comme valables. Curieux et pourtant compréhensible: les penchants les plus naturels sont aussi ceux dont nous sommes le moins conscients. Dans la tradition marxiste, il y a malheureusement un penchant très répandu pour un rapport d'ordre religieux avec les classiques. Le même mot revient à ce propos sous la plume de G. Sorel et de Gramsci: théologie. On parle bien parfois sur un ton badin entre marxistes de «textes sacrés». Il y a un fond de vérité dans cette plaisanterie.

COMMENT LIRE UN CLASSIQUE ?

L'existence, en fait sinon en droit, de textes sacrés dans la tradition marxiste engendre le développement de toute une scolastique. Il y a deux manières fécondes d'exploiter un classique: — le lire d'une façon historique pour essayer de comprendre son message propre, — s'en inspirer du point de vue théorique pour essayer de comprendre d'autres réalités et notamment la réalité actuelle. La première utilisation peut être appelée aussi philologique; elle ne saurait pas aller au-delà du message contenu dans le texte. La deuxième utilisation n'est pas soumise à une telle contrainte. Elle ne comporte d'ailleurs aucune obligation de fidélité à la source d'inspiration théorique. Un concept qui nous a été suggéré par la lecture d'une œuvre n'est pas «bon» ou «mauvais» à cause de sa provenance. Il est valable ou inadéquat suivant un critère de pertinence à la réalité ou au phénomène auquel il doit se rapporter après avoir été ainsi prélevé. Il peut être librement reformulé à cet effet. L'œuvre de Gramsci précisément contient un bon nombre d'exemples semblables: «bloc historique» est dérivé de Sorel (mais il n'a pas dans l'œuvre de Sorel l'importance et le sens qu'il a acquis chez Gr.) (1) «révolution passive» vient de V. Cuoco(*); «hégémonie» a été pris chez Lénine...

LES DEGATS DE LA SCOLASTIQUE

La scolastique marxiste répond à la nécessité double et parfaitement contradictoire de réaliser un certain renouvellement théorique sans rompre en apparence le lien de fidélité absolue aux textes sacrés. Les changements qui se sont produits dans les faits ou dans les valeurs après l'époque connue par les classiques, pourraient exiger une conceptualisation originale. Tout progrès à l'intérieur même d'une tradition théorique se réalise en modifiant une vision précédente et plus ou moins partiellement dépassée. Mais la scolastique craint par dessus tout le révisionnisme avoué. Elle pratique donc le révisionnisme caché. Elle fait dire aux vieux textes ce qu'ils n'ont pas vraiment voulu dire pour s'intégrer tant bien que mal des faits nouveaux ou des valeurs nouvelles dans le cadre subrepticement modifié d'une théorisation déjà admise. Tout en voulant maximiser les avantages, cette scolastique ne fait ainsi que multiplier les dégats : elle brouille les cartes du point de vue historique et ne fait pas avancer d'une façon décisive la connaissance du présent.

L'œuvre de Gramsci devait représenter un très bon terrain pour les exercices plutôt gratuits de la scolastique marxiste. Par son état fragmentaire, elle était apparemment ouverte à un grand nombre de lectures possibles (en réalité, la marge de manœuvre pour les interpréter est relativement limitée par toute une série d'éléments précis, ainsi que des études philologiquement sérieuses l'ont montré). Cette œuvre avait des aspects philosophiques (ou politologiques) qui semblaient attendre leur arrangement en un système (et il y a eu en effet toute une série de ces systèmes plus ou moins abusivement attribués à Gramsci).

Le prestige et la renommée qui se rattachent à un classique sont à l'origine aussi d'une autre tendance qui partage avec la scolastique la désinvolture à l'égard des textes mais qui ne se contente pas d'actualiser le message. Cette tendance qui pourrait être appelée « annexionniste » pousse à mettre en lumière — et parfois même à exagérer — les ressemblances entre les œuvres des deux auteurs différents.

Ici aussi, une maximisation des avantages est visée : une œuvre devrait renforcer l'autre, l'enrichir, la rendre plus accessible par une sorte d'assimilation croisée. Mais si les différences ne sont pas attentivement soulignées, le risque est celui d'une confusion grossière qui prive chaque pensée individuelle de son identité propre et finalement l'affaiblit. Ainsi dans la première moitié des années soixante-dix, en France, on a vu apparaître une lecture maoïste ou maoïsante de

Gramsci. Une telle lecture n'a finalement rendu un bon service ni à la connaissance du révolutionnaire chinois pris pour modèle, ni à celle du marxiste italien mis à contribution pour la circonstance.

Vue sous l'angle des déformations possibles, la destinée posthume d'un classique a quelque chose d'une odyssée où chaque épisode marquant correspondrait à une mésaventure du sens. Heureusement, il y a aussi le versant des interprétations pénétrantes, de la recherche philologique, des analyses qui mènent à une compréhension approfondie. Les différentes études contribuent alors à un dévoilement du sens dont le classique est porteur. Mais il faut se garder ici de tomber dans une imagerie naïve. Chaque étude sérieuse n'est pas forcément une pierre supplémentaire qui va se nicher à sa place dans la même construction commune; ainsi les apports solides du passé ne seraient jamais remis en question et la connaissance de l'œuvre procéderait à travers une accumulation indéfinie d'éléments nouveaux.

En réalité, même les études les plus sérieuses ne parviennent pas nécessairement à réaliser un accord parfait sur tous les points. Cependant, elles gardent un intérêt durable parce qu'elles saisissent avec perspicacité une partie plus ou moins vaste des significations qui appartiennent au patrimoine de l'œuvre. Rarement elles contiennent des révélations fort surprenantes. Plus souvent, elles ont le mérite d'exploiter à fond une possibilité de lecture avec un fondement certain dans la logique (et non simplement dans des détails arbitrairement isolés) des textes. L'œuvre de Gramsci a connu de ces interprétations pertinentes et utiles, à commencer par celle proposée par Togliatti et qui était aussi largement nourrie de préoccupations actuelles. C'est Togliatti qui a forgé une certaine image caractéristique de Gramsci, en le présentant comme un léniniste dont la pensée serait à l'origine de la politique suivie par le parti communiste italien pendant la résistance et après la libération. Une telle image n'est vraie qu'en partie; elle n'en a pas moins joué pendant longtemps un rôle important dans les discussions sur Gramsci, dont le lien avec la politique du PCI après 1943 a été en conséquence presque toujours supposé comme un fait évident, tandis qu'il aurait mérité d'être soumis à une vérification empirique ponctuelle. Encore maintenant, ce sujet n'a pas été étudié d'une façon systématique, d'ailleurs.

Jusqu'à la fin des années soixante-dix, l'intérêt pour l'œuvre de Gramsci s'est régulièrement accru. Il a subi depuis lors une chute verticale, en Italie du moins; à l'étranger, le cadre est assez différent d'un pays à l'autre, mieux encore d'un continent à l'autre, vu le succès que l'œuvre de Gramsci rencontre maintenant en Amérique latine. Le retournement du cycle positif en Italie a produit une situation «à la limite

de l'éclipse» (A.A. Santucci, ER, p. 8). Ce n'est pas la fin du monde. L'intérêt précédent avait été trop constant et ample pour pouvoir être attribué à une mode. Aussi la valeur de l'œuvre n'est-elle pas mise en question. Mais le contexte idéologique dans lequel Gramsci a évolué paraît vieilli. Les actualisations forcenées produites par des approches de type scolastique ont engendré la lassitude. La crise plus générale — et indéniable — d'un certain marxisme philosophique et sacralisant a fait le reste.

Mais d'où vient donc cette crise ?

La tradition théorique marxiste n'a certes pas épuisé ses possibilités. Elle nourrit encore des œuvres importantes pour la compréhension du monde contemporain; il suffira de rappeler ici les travaux d'un J. Habermas, d'un I. Wallerstein. Cependant, le marxisme dans ses versions les plus officielles a trop souvent fait prévaloir l'exégèse des textes sur l'analyse des réalités. C'est ainsi que le patrimoine même de la tradition s'est trouvé tant de fois soumis à un traitement scolastique qui essayait de cacher soigneusement les faiblesses apparues avec le temps. En opposant la philologie à la scolastique, les adversaires du marxisme ont remporté des victoires faciles, même à propos de Gramsci.

Le plus urgent maintenant, n'est pas de se lamenter sur ce qui aurait pu être fait et ne l'a pas été. Il faut immédiatement abandonner toute conception cumulative et accommodante du progrès à l'intérieur de la tradition théorique. Pour cela même un historicisme béat qui mène à toujours justifier les erreurs du passé est un obstacle. Il n'y a pas dans Gramsci un appareil conceptuel qui aiderait à réfléchir d'une façon critique radicale sur le socialisme réel. De même, dans Gramsci, la démocratie est considérée comme une phase intermédiaire utile sur le chemin qui mène à l'établissement d'un pouvoir populaire dans le style du système soviétique à l'époque de Lénine. Aussi la manière de concevoir la science, dans Gramsci, laisse à désirer; le poids accordé à l'idéologie fait passer au second plan l'ancrage essentiel de la connaissance scientifique dans la réalité.

UN HERITAGE VIVANT

Une fois laissé de côté ce qui est indéfendable, la partie toujours vivante de l'héritage théorique contenu dans l'œuvre de Gramsci reste très grande.

Il suffit de penser à la représentation de la lutte politique. Peu de marxistes ont eu une notion aussi nette de l'histoire comme «champ

de possibilités objectives». Notamment le concept de «crise organique» dans les *Cahiers de la prison* mène à l'identification exacte d'un moment où le résultat de l'affrontement politique entre forces radicalement opposées n'est pas acquis, un moment où le jeu peut être considéré encore relativement ouvert. La rapidité de réaction prend alors une importance capitale; ce sont les classes subalternes qui doivent pratiquer l'art de la manœuvre en trouvant l'initiative appropriée «pour libérer la poussée économique des entraves de la politique traditionnelle» (p. 160). Quant au type de changement souhaité, une autre idée de Gramsci est toujours actuelle. Une transformation qui prétend changer structurellement le mode de vie collectif reste faible et mal assurée tant qu'elle ne s'enracine pas dans l'esprit du peuple. Gramsci n'était pas un «ingénieur social»: il avait plutôt la force caractérielle d'un réformateur religieux qui aurait eu des arrière-pensées politiques très claires. Un tel type de personnage historique n'est pas fréquent. Les «purs dirigeants» sans un projet culturel à eux et les réformateurs religieux aux idées politiques confuses sont beaucoup plus courants. Cette sensibilité à la condition spirituelle des masses suffit peut-être à faire la différence fondamentale d'inclinaison avec un personnage comme H. de Man: derrière le parallélisme apparent, la mobilisation populaire pour le Plan de Travail et la perspective gramscienne du nouveau bloc historique cachent deux façons bien distinctes d'envisager le rapport avec les masses.

L'œuvre de Gramsci paye pour le moment le prix d'un certain effacement après avoir été entourée d'une auréole sacralisante. Elle n'était pas faite pour devenir un répertoire stérilisé de solutions arrêtées. C'est pourquoi la démythification a représenté une étape nécessaire vers le rétablissement d'un meilleur équilibre.

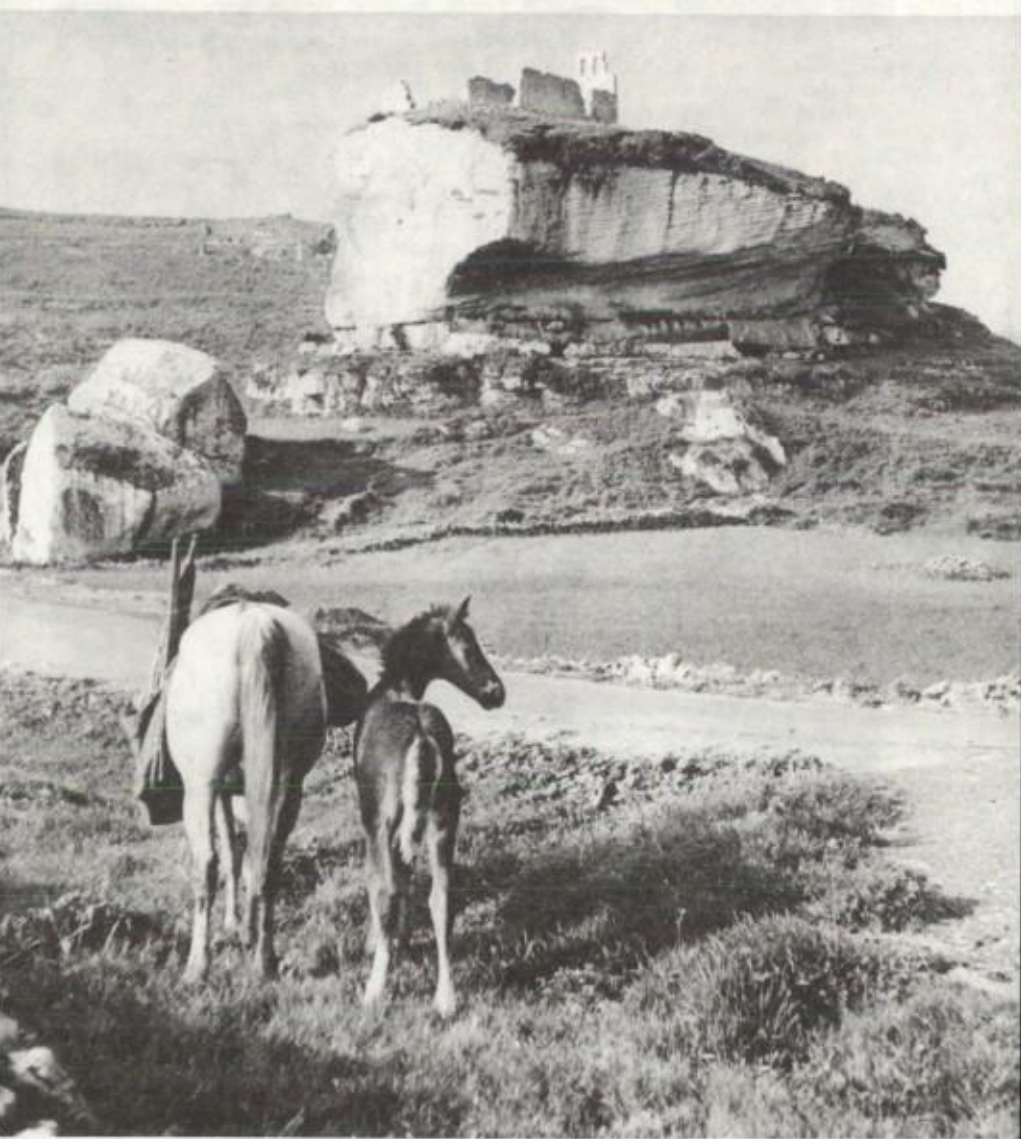
L'avenir verra peut-être l'œuvre de Gramsci jouer exclusivement le rôle qui est le sien et qui est celui d'un classique. Tel est notre espoir en tous cas. On ne demande pas à un classique de répondre pleinement aux questions théoriques nouvelles posées par l'actualité. A ce jeu, n'importe quel classique est toujours perdant. «On reproche au passé de ne pas avoir accompli la tâche du présent; ce serait bien commode si les parents avaient fait le travail de leurs enfants», disait Gramsci déjà. Seulement en prenant conscience de nos tâches actuelles et en les accomplissant autant que possible, nous pouvons atteindre la sérénité morale qui empêche de tourner un regard hargneux vers le passé et qui permet au contraire de reconnaître sans aucune gêne la grandeur historique et de saisir en toute lucidité l'enseignement actuel d'une œuvre.

(*) Vincenza Cuoco, homme politique et historien (1770-1823), influencé par G.B. Vico et par la philosophie des lumières, auteur d'un *Essai sur la révolution de Naples* (1801).

(1) Gramsci affirme qu'il a trouvé le concept de « bloc historique » chez Sorel :

- Concept de « bloc historique » construit par Sorel (M.S. ER, page 276).
- Concept de « bloc historique » présumé par Sorel (M.S. ER, page 287).
- « Construit », « présumé » : on le voit, Gramsci même hésite. Mais « présumé » paraît plus juste que « construit », car il est certain en tous cas que « le terme de bloc historique n'apparaît pas dans l'œuvre de Sorel » (M. Charzat, *Georges Sorel et la Révolution au XX^e siècle*, Paris, Hachette, 1977, p. 190). Certes, l'auteur des *Réflexions sur la violence* emploie à plusieurs reprises l'expression « en bloc » (dans l'édition Slatkine, Genève, 1981, des *Réflexions* aux pages 14, 27, 146...). Mais essayer d'identifier dans telle ou telle œuvre de Sorel le passage précis dont Gramsci se serait inspiré paraît un exercice plutôt vain. En dehors des *Réflexions sur la violence*, le théoricien français parle de « bloc psychologique » pour indiquer le système général des idées dominantes (M. Charzat, op. cit., p. 191). Aussi, il voit l'univers social structuré par le capitalisme comme « une agglomération naturelle », « un monde de fatalité », qu'il désigne à nouveau par le mot « bloc » (ibid., pp. 190-191). De telles expressions semblent donc viser l'ordre capitaliste avec tout ce qu'il peut avoir de compact, de contraignant et d'intériorisé même sous la forme de représentations symboliques assumées comme naturelles. Il se pourrait qu'une image pareillement globalisante du camp bourgeois ait engendré le concept de « bloc historique » dans l'esprit de Gramsci. Mais un rapport élémentaire de dérivation à partir d'un texte précis paraît impossible à prouver (N. Badaloni s'est engagé dans une telle entreprise; il offre pour toute démonstration quelque chose qui ressemble très fort à un tour de passe-passe. Cf. N. Badaloni, *Il marxismo di Gramsci*, Torino, Einaudi, 1975, p. 60). D'ailleurs, en 1972, le même auteur était arrivé à une conclusion différente, puisqu'il écrivait : « Ce concept de bloc historique est (...) à proprement parler un concept gramscien ». Cf. N. Badaloni et alii, *Ideologia e azione politica*, Roma, Editori riuniti, 1972, p. 82). Ce n'est pas tout. Dans les « *Réflexions sur la violence* », l'expression « en bloc » concerne le plus souvent les mythes. De là est née une autre hypothèse à propos du texte sorélien dont Gramsci aurait tiré le concept de bloc historique. V. Gerratana a retenu ainsi dans les *Réflexions sur la violence* un passage qui contient notamment ceci : « Il faut (...) prendre les mythes en bloc comme des forces historiques » (p. 27 de l'édition citée; la suggestion de V. Gerratana dans le commentaire à l'édition critique des *Quaderni*, Torino, Einaudi, 1975, vol. IV.) Peut-être « bloc historique » vient-il de là ? Saura-t-on jamais le prouver de façon irréfutable ? Finalement, cette plongée dans les subtilités de l'exégèse gramscienne montre que la recherche des influences simplement subies par un auteur de génie peut conduire à de fausses pistes. Rien n'empêche, certes, un théoricien original d'utiliser des concepts précédemment formulés par d'autres; mais l'emprunt sans altération ne peut pas être considéré comme la seule hypothèse possible, même vis-à-vis d'une influence avouée ou évidente. Le concept de bloc historique a été sans doute inspiré à Gramsci par la lecture de Sorel; mais la dérivation a été tout aussi certainement accompagnée ou suivie d'une élaboration que la recherche exclusive des influences simplement subies tend à laisser dans l'ombre.

(Les sous-titres sont de la rédaction des C.M.).



Un paysage de Sardaigne.



marx et le sous-développement

immanuel wallerstein

il y a quelques mois, nous disions du petit livre «le capitalisme historique» d'immanuel wallerstein qu'il est «dense, original, parfois provocant» qu'il soulève pas mal d'interrogations et mérite débat.

en gros, ce sont aussi les caractéristiques de l'article, inédit en français, que immanuel wallerstein a bien voulu confier aux *cm*, et que voici(1).

notre réflexion sur les problèmes du sous-développement sera très utilement stimulée par ce texte, ainsi d'ailleurs que par la note rédigée par benoît verhaegen sur samir amin.

c'est le débat général sur la dialectique «désarmement/développement» qui en bénéficiera. un débat qui doit, pensons-nous, inclure les facteurs nouveaux — et dynamiques — intervenus dans la société soviétique, dans les relations est-ouest et qui ne peuvent manquer d'avoir des effets sur les relations est-sud et nord-sud.

(1) La traduction a été revue par l'auteur.

marx et le sous-développement

immanuel wallerstein

Dans toute son œuvre, Karl Marx s'est trouvé pris dans la tension épistémologique de base qui résulte forcément des tentatives d'analyse sur large échelle des processus de changement social dans la longue durée : décrire simultanément les caractéristiques et les principes d'un « système » dans son processus unique de développement. Cette tension entre une théorie nécessairement abstraite et une histoire nécessairement concrète, ne peut, par définition, être éliminée.

A l'instar de beaucoup d'autres penseurs confrontés à cette tension et conscients de l'être, Marx s'est servi dans ses écrits de la tactique des accents alternés. Il est donc aisé de déformer sa pensée en mettant précisément l'accent sur une extrémité de son pendule, et en le présentant comme le « vrai Marx » dans un sens que lui-même aurait — et a effectivement — rejeté.

Toutefois, et précisément parce que cette tension n'est pas évacuable, il s'ensuit qu'aucun penseur, si clairvoyant soit-il, ne peut affirmer des choses d'une façon telle qu'elles soient encore correctes cent ans plus tard. L'évolution même des cent ans crée une réalité empirique supplémentaire qui signifie que les abstractions théoriques antérieures doivent être modifiées. Il en sera toujours ainsi. Karl Marx aurait écrit *Le Manifeste* différemment en 1948 qu'en 1848, et *Le Capital* différemment en 1959 qu'en 1859. Nous devons faire la même chose.

A bien des égards, « Marx et le sous-développement » est un thème curieux, puisque Marx ne connaissait pas vraiment le concept de sous-développement. C'est un concept étranger à son œuvre. C'est un concept qui, de bien des manières, est un défi aux idées de Marx, autant qu'au libéralisme bourgeois traditionnel. Car nous ne devons jamais oublier que libéralisme et marxisme sont les héritiers communs de la pensée des Lumières et de sa confiance profonde dans le progrès inévitable. Néanmoins, le concept du sous-développement ouvre la porte aux seules analyses qui permettront de confirmer l'apport essentiel des vues de Marx sur le développement historique du monde, et plus spécifiquement des processus historiques du mode de production capitaliste. De la combinaison des analyses concrètes et abstraites entreprises par Marx et Engels, les mouvements socialistes, les « marxistes »

ont en fait tiré, me semble-t-il, trois messages principaux du moins jusqu'à il y a peu. Le message numéro un était la position centrale du prolétariat dans les processus économiques et politiques du monde capitaliste. Le prolétariat industriel, et seulement lui, produisait la plus-value, dont la saisie (ou l'accumulation) était l'objet même de l'entreprise capitaliste (MCM), le capital accumulé servant alors à renouveler le processus (« reproduction élargie du capital ») en vue d'accumuler encore plus de capital.

Politiquement, le prolétariat industriel — et seulement lui — n'avait « rien à perdre que ses chaînes » et avait un intérêt propre et la lucidité nécessaire pour percevoir les contradictions du capitalisme et pour chercher à transformer le monde en un monde communiste. De cette position centrale du prolétariat, on a tiré une leçon politique. La lutte pour le socialisme/communisme devait être menée par un parti politique organisé ayant ses racines dans le prolétariat et reflétant ses intérêts.

Le message numéro deux était la priorité des nations les plus « avancées » (« De te fabula narratur »). Le capitalisme est un développement progressiste dans le double sens du mot « progrès ». Il représente une avancée par rapport aux formes précédentes de l'organisation sociale et se développe à partir d'elles et seulement en temps voulu (pas par bonds sauvages).

Il s'en suivait une implication claire au plan de l'analyse socio-historique et de l'action politique. A ce double point de vue, l'eurocentrisme n'était pas simplement légitime, mais dans un certain sens, il était induit. Car c'est en Europe occidentale que le capitalisme s'est développé en premier, que le prolétariat est apparu en premier. C'est donc en Europe occidentale que la révolution socialiste triompherait d'abord.

Le message numéro trois soulignait l'importance économique résultant de la distinction entre capital marchand et capital industriel, qui s'enchaînaient historiquement. Il s'agit de deux formes distinctes de capitalisme, l'une relative à la circulation (sans production) et l'autre relative à la production. Lorsque par la suite le capital industriel devint dominant dans une zone donnée, on pouvait dire (mais seulement dans ce cas) que le « vrai » capitalisme était né, avec production de plus-value.

De cette distinction, il est résulté politiquement que le triomphe du capitalisme industriel sur le capitalisme marchand dans un Etat donné pouvait en quelque sorte être progressiste, et dès lors, il pouvait être du devoir des mouvements de la classe ouvrière de soutenir

la lutte pour remporter cette victoire, et peut-être même de se substituer à la bourgeoisie industrielle, prise en défaut de son rôle «historique». Et cependant, bien que ces messages soient clairs et aient largement déterminé l'usage ultérieur des idées de Marx, Marx lui-même a entouré ces notions de précautions significatives. A propos du message numéro un — le prolétariat, dans sa signification primitive (si pas exclusive) de travailleurs industriels urbains salariés — examinons d'abord ses fameuses discussions sur la paysannerie dans «Les luttes de classes en France» et dans «Le 18 Brumaire».

Il est donc arrivé que le paysan français, sous forme d'intérêts pour les hypothèques mises sur la terre, sous forme d'intérêt pour des avances non hypothéquées des usuriers, cède au capitaliste non seulement une rente foncière, non seulement le profit industriel, en un mot non seulement tout le bénéfice net, mais même une partie du salaire, de sorte qu'il est tombé au degré du tenancier irlandais; et tout cela sous prétexte d'être propriétaire privé. (...)

On comprendra quelle fut la situation des paysans français quand la République eut ajouté encore de nouvelles charges aux anciennes. On voit que son exploitation ne se distingue pas par la forme de l'exploitation du prolétariat industriel. L'exploiteur est le même: le Capital.

Les luttes de classes en France, Edition de 1936, pages 100 et 101.

La parcelle du paysan n'est plus que le prétexte qui permet au capitaliste de tirer de la terre profit, intérêt et rente et de laisser au paysan lui-même le soin de voir comment il réussira à se procurer son salaire.

Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte, Editions sociales, 1946, page 94.

Deux avertissements jaillissent clairement de ces citations. Le premier est l'usage du terme «salaire» pour décrire le revenu retenu par le paysan propriétaire. Le second est le constat que la relation de ce dernier avec le capitaliste, «ne se distingue que par la forme» de celle du prolétariat industriel (à noter en outre l'usage modifiant de l'adjectif «industriel» à la place de «prolétaire», comme s'il y avait plusieurs sortes de prolétaires). Nous savons tous que lorsque Marx qualifie une différence de «formelle», cela signifie que cette différence est secondaire et mineure, et n'enlève rien à la similitude essentielle des deux phénomènes. Et comme pour souligner encore ce point, Marx parle

du «salaire» du paysan propriétaire, alors qu'aucun argent ne passe d'un quelconque employeur à un salarié «employé».

Quant à l'idée que la plus-value ne peut être produite que par un salarié, Marx dit exactement le contraire, expliquant comment la plus-value peut être produite non seulement quand il n'y a pas réellement de travail ajouté, mais même quand il n'y a pas formellement de travail ajouté.

En Inde, par exemple, le capital usuraire avance au producteur immédiat des matières premières et des instruments de travail, en nature ou sous forme monétaire: les gigantesques profits qu'il retire et, en général, les intérêts — de quelque montant qu'ils soient — qu'il arrache aux producteurs immédiats ne sont rien d'autre que de la plus-value. En effet, son argent se transforme en capital du fait qu'il extorque du travail non payé — du surtravail — au producteur immédiat. Toutefois, il ne s'immisce pas dans le procès de production en tant que tel, celui-ci fonctionnant toujours en dehors de lui, selon le mode traditionnel. De fait, le capital usuraire se développe, lorsque le mode de production traditionnel s'étiole; qui plus est, il est le moyen de l'étioiler et de le faire végéter dans les conditions les plus défavorables. Ce n'est toutefois pas encore la soumission formelle du travail au capital.

Un chapitre inédit du *Capital* de K. Marx, *Union générale d'éditions*, 10/18, page 198. Traduction et présentation de R. Dangeville.

Finalement, il ressort de ses discussions notoires sur l'esclavage, qu'il fait une nette distinction entre esclavage au sein du «système patriarcal à usage domestique principalement» et esclavage au sein du «système de plantation pour le marché mondial». Une fois de plus, il parle explicitement de la création de plus-value et il affirme:

Là où la conception capitaliste prédomine, comme dans les plantations américaines, toute cette plus-value est considérée comme profit; là où n'existe pas le mode capitaliste de production et où ne sont pas implantées non plus les conceptions correspondantes importées des pays capitalistes, elle apparaît sous forme de rente.

Le Capital, Livre III. Editions sociales, p. 728.

L'esclavage n'est pas marginal par rapport au fonctionnement du capitalisme. En effet, Marx critique précisément Proudhon pour l'avoir dit.

L'esclavage direct est le pivot de notre industrialisme actuel aussi bien que les machines, le crédit, etc. Sans esclavage, vous n'avez pas de coton, sans coton vous n'avez pas d'industrie moderne. C'est l'esclavage qui a donné de la valeur aux colonies, ce sont les colonies qui ont créé le commerce du monde, c'est le commerce du monde qui est la condition nécessaire de la grande industrie mécanique.

Karl Marx, *Lettre à Annenkov (28/12/1846)*
Œuvres/Economie 1, page 1.446. Editions Pléiade.

L'esclavage et d'autres relations de production non-salariées ne sont pas marginales dans le système capitaliste, en raison de ce qui caractérise le procès de circulation du capital industriel.

Peu importe que les marchandises soient le produit d'un système fondé sur l'esclavage, ou le produit de paysans (Chinois, ryots des Indes), ou de communautés (Indes hollandaises) ou d'une production d'Etat (telle qu'on l'a rencontrée, fondée sur le servage, aux époques anciennes de l'histoire russe), ou de peuples chasseurs demi-sauvage, etc. : c'est comme une marchandise et argent qu'elles affrontent l'argent et les marchandises représentant le capital industriel, qu'elles entrent à la fois dans son cycle et dans le cycle de la plus-value supportée par le capital-marchandise lorsque celle-ci est dépensée comme revenu, bref, qu'elles entrent dans les deux branches de circulation du capital-marchandise. Le caractère du procès de production dont elles sont issues n'a aucune importance; c'est comme marchandises qu'elles fonctionnent sur le marché et comme telles qu'elles entrent dans le cycle du capital industriel aussi bien que dans la circulation de la plus-value supportée par lui. La caractéristique du procès de circulation du capital industriel est donc la provenance universelle des marchandises, l'existence du marché comme marché mondial.

Le Capital, Livre II, Editions sociales, page 98.

Notons une fois de plus que toutes ces formes de production sont considérées comme productrices de « plus-value », dès qu'elles entrent

dans le «circuit» du capitalisme. «Le caractère du mode de production dont elles émanent est immatériel».

Examinant le message numéro deux relatif à la priorité de ce que nous appelons aujourd'hui les zones centrales de l'économie-monde, nous y trouvons une prudence similaire à celle de la fameuse préface à la première édition allemande du «Capital». Je me permets d'en faire une longue citation.

Le physicien, pour se rendre compte des procédés de la nature, ou bien étudie les phénomènes lorsqu'ils se présentent sous la forme la plus accusée et la moins obscurcie par des influences perturbatrices, ou bien il expérimente dans des conditions qui assurent autant que possible la régularité de leur marche. J'étudie dans cet ouvrage le mode de production capitaliste, et les rapports de production capitaliste et d'échange qui lui correspondent. L'Angleterre est le lieu classique de cette production. Voilà pourquoi j'emprunte à ce pays les faits et les exemples principaux qui servent d'illustration au développement de mes théories. Si le lecteur allemand se permettait un mouvement d'épaule pharisaïque à propos de l'état des ouvriers anglais, industriels et agricoles, ou se berçait de l'idée optimiste que les choses sont loin aller aussi mal en Allemagne, je serai obligé de lui crier: «De te fabula narratur» (C'est ton histoire qu'on raconte).

Il ne s'agit point ici du développement plus ou moins complet des antagonismes sociaux qu'engendrent les lois naturelles de la production capitaliste, mais de ces lois elles-mêmes, des tendances qui se manifestent et se réalisent avec une nécessité de fer. Le pays le plus développé industriellement ne fait que montrer à ceux qui le suivent sur l'échelle industrielle l'image de leur propre avenir.

Mais laissons de côté ces considérations. Chez nous, là où la production capitaliste a pris pied, par exemple dans les fabriques proprement dites, l'état des choses est de beaucoup plus mauvais qu'en Angleterre, parce que le contre-poids des lois anglaises fait défaut. Dans toutes les autres sphères, nous sommes, comme tout l'ouest de l'Europe continentale, affligés et par le développement de la production capitaliste, et aussi par le manque de ce développement. Outre les maux de l'époque actuelle, nous avons à supporter une longue série de maux héréditaires provenant de la végétation continue des modes de produc-

tion qui ont vécu, avec la suite des rapports politiques et sociaux à contretemps qu'ils engendrent. Nous avons à souffrir non seulement de la part des vivants, mais encore de la part des morts. Le mort saisit le vif!

Editions Pléiade, Economie I, page 48-49.

On remarque que «De te fabula narratur» est immédiatement justifié. Un pays n'a pas un degré de développement plus ou moins complet que l'autre, car il s'agit de lois qui couvrent les deux. C'est vrai que l'Allemagne n'est pas la même que l'Angleterre; l'état des choses y est «de beaucoup plus mauvais». Non seulement, elle souffre du «développement de la production capitaliste», mais elle souffre aussi du «manque de ce développement». C'est précisément cette différence qui déterminera le futur: «Le mort saisit le vif».

A la lecture des *Luttes de classes en France*, nous découvrons en fait une nouvelle qualification résultant des comparaisons entre France et Angleterre. Marx explique pourquoi la bourgeoisie industrielle française en 1848 n'était pas à la tête de l'Etat français, alors que la bourgeoisie anglaise dirigeait l'Etat anglais.

La bourgeoisie industrielle ne peut régner que là où l'industrie moderne a modelé à sa manière tous les rapports de propriété, et l'industrie ne peut acquérir ce pouvoir que là où elle a conquis le marché mondial, car les frontières nationales ne suffisent pas à son développement. Or, l'industrie française ne reste en grande partie maîtresse du marché national que grâce à un système prohibitif soumis à des modifications plus ou moins grandes.

Les luttes des classes en France, pages 31/32.

La situation, semble-t-il, diffère fondamentalement, selon qu'il s'agisse d'un pays qui a «conquis le marché mondial», ou d'autres pays. Mais, logiquement, ou empiriquement, est-ce que plus d'un pays à la fois peut «conquérir le marché mondial»? Cela semble douteux, et Marx lui-même semble opter pour l'hypothèse du pays unique.

En France, le petit bourgeois fait ce que normalement devrait faire le bourgeois industriel; l'ouvrier fait ce qui normalement serait la tâche du petit bourgeois, et la tâche de l'ouvrier qui l'accomplit? Personne. On ne la résout pas en France, en France on la proclame. Elle n'est nulle part résolue dans les limites de la nation, la guerre de classes au sein de la société française s'élargit en une guerre mon-

diale, où les nations se trouvent face à face. La solution ne commence qu'au moment où, par la guerre mondiale, le prolétariat est mis à la tête du peuple qui domine le marché mondial, à la tête de l'Angleterre. La révolution, trouvant là non son terme mais son commencement d'organisation, n'est pas une révolution au souffle court. La génération actuelle ressemble aux Juifs que Moïse conduit à travers le désert. Elle n'a pas seulement un nouveau monde à conquérir, il faut qu'elle périsse pour faire place aux hommes qui seront à la hauteur du nouveau monde.

Les luttes de classes en France, page 96.

Dans ce désert que nous traversons, deux pistes s'offrent à nous. Ou bien c'est seulement dans le pays le plus «avancé» que se fera la transition au socialisme (ou se fera en premier lieu)... Nous savons que c'est une conclusion que Marx a parfois tirée. Ou bien, poursuivant une autre route, nous pouvons décider que la situation est si spéciale dans un pays qui domine le marché mondial que cela ne nous apprend rien de la politique réelle ailleurs. De fait, la plupart des partis marxistes ont suivi cette dernière voie, mais dans bien des cas (si pas dans la plupart), ils ne sont pas prêts à l'admettre, même théoriquement, et dès lors, ils ne s'occupent pas des conséquences résultant d'une telle attaque contre la priorité théorique du centre.

Marx lui-même semble conscient du dilemme et essaie de sauver la situation par la thèse du zig-zag révolutionnaire.

De même que la période de crise survient sur le continent plus tard qu'en Angleterre, il en est de même de la période de prospérité. C'est en Angleterre que toujours se produit le procès initial; elle est le démiurge du cosmos bourgeois. Sur le continent, les différentes phases du cycle que la société bourgeoise parcourt toujours à nouveau, entrent dans leur forme secondaire et tertiaire. Premièrement, le continent a exporté démesurément plus en Angleterre que tout autre pays. Mais cette exportation en Angleterre dépend à son tour de l'état de l'Angleterre, en particulier par rapport au marché d'outre-mer. Puis l'Angleterre exporte incomparablement plus dans les pays transatlantiques que l'ensemble du continent, de sorte que les quantités exportées par le continent dans ces pays dépendent toujours de l'exportation d'outre-mer de l'Angleterre. Si, par conséquent, les crises engendrent des révolutions d'abord sur le continent, la raison de celles-ci se trouve cependant toujours en Angleterre. Naturellement, c'est aux

extrémités de l'organisme bourgeois que doivent se produire les explosions violentes, avant d'en arriver au cœur, car la possibilité d'un équilibre est plus grande ici que là. D'autre part, la proportion dans laquelle les révolutions continentales se répercutent en Angleterre est en même temps le thermomètre qui montre dans quelle mesure ces révolutions mettent réellement en question les conditions d'existence bourgeoises, ou jusqu'à quel point elles n'atteignent que leurs formations politiques.

Les luttes de classes en France, pages 115-116.

En 1870, Marx suggéra une autre version de ce zig-zag, encore plus « tiers-mondiste » : la révolution en Irlande y est considérée comme le préalable de la révolution en Angleterre.

L'Irlande est le bastion de l'aristocratie foncière anglaise. L'exploitation de ce pays ne constitue pas seulement la source principale de sa richesse matérielle. Elle constitue sa plus grande force morale. Elle représente en fait la domination de l'Angleterre sur l'Irlande. L'Irlande est par conséquent le grand moyen par lequel l'aristocratie anglaise maintient sa domination en Angleterre même.

D'autre part, si demain l'armée et la police anglaises quittent l'Irlande, vous aurez immédiatement une révolution agraire en Irlande. Mais la chute de l'aristocratie anglaise en Irlande conditionne et entraîne nécessairement sa chute en Angleterre. C'est alors que serait remplie la condition première de la révolution prolétarienne en Angleterre. Parce que la question agraire constitue jusqu'à présent en Irlande la forme exclusive de la question sociale; parce que c'est une question vitale, une question de vie ou de mort pour l'immense majorité du peuple irlandais et, parce qu'elle est en même temps inséparable de la question nationale, pour toutes ces raisons, l'anéantissement de l'aristocratie anglaise est une opération infiniment plus aisée à faire en Irlande qu'en Angleterre même. Sans parler du caractère plus passionné et plus révolutionnaire des Irlandais, comparé à celui des Anglais.

Lettre de Karl Marx à S. Meyer et A. Vogt 9 avril 1870
- Correspondance, tome X. Editions sociales, pages 343-344.

Il faudrait noter une dernière prudence de Marx. Elle est relative au message numéro trois, quant à la distinction entre capital marchand

et capital industriel, si chère à ceux qui croient que dans un monde capitaliste la sphère de production jouit d'une spécificité ontologique et d'une primauté sur la sphère de circulation. Il ne fait pas de doute que Marx a largement utilisé cette distinction, mais quand il en vint à discuter des « sphères » du circuit du capital, il pouvait sembler étrangement « circulationniste ». Marx est toujours plus clair quand il s'engage dans des polémiques. En 1846, il attaque Proudhon. En 1875, il attaque Lassalle. Sur une période de trente ans, le grief reste virtuellement le même.

M. Proudhon se trouve si peu dans le vrai qu'il néglige ce que font même les économistes profanes. Pour vous parler de la division du travail, il n'a pas besoin de vous parler du marché du monde. Eh bien! la division du travail, dans les XIV^e et XV^e siècles, où il n'y avait pas encore de colonies, où l'Amérique n'existait pas encore pour l'Europe, où l'Asie centrale n'existait que par l'intermédiaire de Constantinople, ne devait-elle pas se distinguer de fond en comble de la division du travail du XVII^e siècle qui avait des colonies déjà développées. Ce n'est pas tout. Toute l'organisation intérieure des peuples, toutes leurs relations internationales, sont-elles autre chose que l'expression d'une certaine division du travail? Et ne doivent-elles pas changer avec le changement de la division du travail?

Lettre de Karl Marx à Annenkov, *op. cit.*, 1441-2.

Contre le programme de Gotha de Lassalle, il tonne :

Il est tout à fait évident que, pour être en mesure de lutter, la classe ouvrière doit avant tout s'organiser dans sa propre maison en tant que classe, et que son propre pays est le théâtre immédiat de sa lutte. C'est dans cette mesure que sa lutte de classe est nationale, non pas dans son contenu, mais dans sa forme, comme le dit le Manifeste communiste. Toutefois, le « cadre de l'Etat national actuel », celui de l'Empire allemand par exemple, se situe à son tour, économiquement, « dans le cadre » du marché mondial, et, politiquement, « dans le cadre » du système des Etats. Le premier commerçant venu sait que le commerce allemand est en même temps commerce extérieur, et la grandeur de M. Bismarck consiste précisément dans une sorte de politique internationale.

Critique du Programme de Gotha. Editions Pléiade/Economie, I, page 1.423.

Nous abordons à nouveau la différence entre contenu et forme. La forme de la lutte des classes peut être nationale et même « doit » l'être. Mais le contenu économique est le marché mondial, et le fond politique est le système des Etats. A la fois, « l'organisation intérieure des peuples » et leurs « relations internationales » changent *nécessairement* en fonction des changements dans la « division du travail » située au niveau du marché mondial. Je vous rappelle que je n'ai pas cité Marx en long et en large pour découvrir le vrai Marx. Il n'y a pas de vrai Marx. Il y a au moins deux Marx. Il doit y en avoir deux, car il était pris dans ce dilemme épistémologique inévitable dont j'ai parlé. Si je l'ai longuement cité, c'est pour démontrer que nous devrions au moins nous rappeler ses réserves, ses prudenances, ses ambiguïtés. Si je le fais, c'est pour indiquer le cul-de-sac dans lequel une grosse partie de l'analyse et de la pratique marxiste est tombée pour avoir omis de se rappeler ses réserves, ses prudenances, ses ambiguïtés.

Les culs-de-sac — ou si vous voulez être généreux, les énigmes théoriques — sont bien connus. L'accent fut mis sur le rôle-clé des prolétaires industriels urbains. Les marxistes expliquaient sans cesse ce rôle, ou l'expliquaient en faisant fi du rôle, voire de l'existence, des nationalités, des paysans, des minorités, des femmes et de toute la zone périphérique. Combien d'encre a coulé — et de sang ? — sur les thèmes suivants : le marxisme et la question nationale, le marxisme et la question paysanne, le marxisme et la question des femmes. Les neuf dixièmes du monde devinrent ainsi des « questions », des « anomalies », des « survivances » — objectivement progressistes pendant un moment peut-être, mais destinés à disparaître sociologiquement, analytiquement, politiquement.

Et comme si tout ceci ne suffisait pas, les marxistes furent confrontés au fait troublant que ce qui était supposé être le berceau de la Révolution — c'est-à-dire le cœur du cœur — se révéla être la zone la plus réfractaire de toutes. Pas de révolution, pas de paupérisation et sûrement pas de dépérissement de l'Etat.

La plus grande énigme de toutes fut l'Union soviétique. Née d'une révolution qui était supposée ne pas avoir lieu, les marxistes ont passé les 65 dernières années à examiner les structures et les politiques particulières qui y ont prévalu, alors qu'elles n'avaient été ni imaginées, ni prévues par des théorisations antérieures. Globalement, les marxistes ont réagi à ce phénomène soit par son apologie, soit en le dénonçant. Quelques-uns se sont retrouvés entre ces deux pôles, dans une position inconfortable. Mais ce que les marxistes n'ont pas fait est de voir si dans le cadre de la théorie marxiste, on pouvait s'attendre à ce qui s'est produit, si les politiques de l'Union soviétique — de Lénine à Staline, à Khrouchtchev, Brejnev, Andropov, Gorbatchev — ne sont

pas la résultante du fonctionnement de l'économie-monde capitaliste. Dans sa lettre de 1846 à Annenkov, Marx ne pose-t-il pas la question qui se pose encore aujourd'hui, à savoir: «Toute l'organisation interne des nations et leurs relations internationales est-elle autre chose que l'expression d'une division du travail donnée?»

A mon point de vue, si nous examinons ce que je considère comme les six thèses majeures du corpus de Marx, on pourrait les accepter comme valables et adéquates pour l'histoire des 150 dernières années (et même l'histoire des 400 dernières années); elles soulignent aussi les espoirs possibles et les grands dangers de l'avenir immédiat.

Thèse 1: la réalité sociale est un processus de contradictions incessantes qui ne peut être appréhendé que dialectiquement;

Thèse 2: le capitalisme est un processus d'accumulation incessante de capital, ce qui le distingue des modes précapitalistes de production;

Thèse 3: le capitalisme comme système historique implique la transformation des processus de production, en sorte qu'ils produisent de la plus-value, accaparée par la bourgeoisie afin d'accumuler du capital;

Thèse 4: le capitalisme, au fil du temps, polarise l'organisation sociale de la vie, si bien que de plus en plus d'individus sont groupés soit comme bourgeois, soit comme prolétaires, et que le prolétariat souffre de paupérisation;

Thèse 5: dans un monde capitaliste, l'Etat est un instrument de l'oppression capitaliste; le socialisme implique le dépérissement de l'Etat;

Thèse 6: la transition du capitalisme au socialisme ne peut pas être évolutive, elle ne peut être que révolutionnaire. Croire autrement est utopique dans le sens négatif du terme.

Où se situe dès lors le concept «sous-développement»?

La réponse est simple.

Quand nous disons «sous-développement», une série de caractéristiques nous viennent à l'esprit, à savoir:

— formes particulières de travail non salarié dans le cycle de la production de marché;

— marginalisation et squattering;

— secteur tertiaire surdéveloppé;

— émergence du rôle social de la ménagère;

— ethnicité, clientélisme;

— corruption et oppression des appareils d'Etat.

Tous ces phénomènes ne sont ni des anomalies, ni des survivances d'antan, mais des créations du mode de production capitaliste, dont ils sont partie intégrante. Quand nous aurons pris conscience de ces phénomènes du capitalisme nous en viendrons aussi à un aperçu cohérent du capitalisme en tant que système historique dans lequel les six thèses précitées de Marx peuvent être considérées comme valables.

Aussi longtemps que les idées de Marx seront comprises comme des thèses visant des processus situés à l'intérieur des frontières d'un seul Etat et avec des travailleurs salariés industriels urbains travaillant pour des bourgeois industriels privés, alors il sera aisé de prouver que ces idées sont fausses, trompeuses et sans valeur. Mais si ces idées sont appliquées à un système historique mondial, dont le développement lui-même implique le «sous-développement» et est même fondé sur celui-ci, alors non seulement elles seront valables mais elles seront même révolutionnaires.

Dans ce cas, nous pourrions décrire le développement historique réel de l'économie - monde capitaliste au fil du temps de cette manière. Dans le bas moyen âge, il y avait ce qu'on appelle la crise du féodalisme qui menaçait la capacité des strates supérieures européennes de tirer du producteur direct une quantité significative de profit par les méthodes propres au système féodal. En conséquence, on cherchait un mode alternatif d'extraction de surplus, un mode qui passait par les mécanismes de marché. C'est ce système que nous appelons capitalisme.

Il exigeait de nouvelles formes de processus de production, de nouveaux modes de contrôle du travail et de nouveaux cadres institutionnels. Il exigeait également de nouveaux rôles sociaux, ceux que nous appelons les rôles de bourgeois et de prolétaires. En une période relativement courte, de deux cents ans environ, ce nouveau mode de

production réussit tellement bien que le déclin des taux d'extraction obtenus par les strates supérieures fut renversé et ces taux atteindraient des niveaux qui dépasseraient de loin l'imagination de la société féodale. Le nouveau système s'est consolidé en Europe; c'est de là qu'il partit à la conquête du monde, en éliminant les modes alternatifs d'organisation sociale et en établissant finalement une seule division du travail sur tout le globe, et ce pour la première fois dans l'histoire de l'humanité.

En 1650, nous n'avons pas seulement en place une économie-monde capitaliste principalement située en Europe mais aussi un système inter-étatique, composé d'Etats dits souverains. L'économie-monde était structurée par un réseau intégré de processus de production impliquant un modèle d'échanges qui assurait non seulement le transfert de la plus-value des producteurs directs vers les couches supérieures, mais également une concentration de l'accumulation dans les zones dites centrales de l'économie-monde, aux dépens d'un nombre plus réduit de couches supérieures dans des zones périphériques. Les Etats souverains devinrent les entités politiques clés pour organiser l'indispensable flux des facteurs de production. Placés dans un ordre hiérarchique, ces Etats — même les plus forts — étaient limités par des «règles» issues du système inter-étatique, et ces «règles» constituaient la superstructure politique cruciale du capitalisme en tant que mode de production.

Pour faire fonctionner ce système, il fallut modifier simultanément bon nombre de processus de production, en les orientant vers la production pour un marché mondial; ce dernier se développa au travers de filières marchandes. Ces filières, soumises à l'analyse empirique en allant en amont des multiples inputs en vue de la production de certains biens de consommation importants comme les vêtements finis, révélèrent dès le départ deux traits principaux. Premièrement, les filières traversaient de nombreuses frontières, allant essentiellement de la périphérie vers le centre. Deuxièmement, les inputs sur ces filières étaient produits par une série très variée de relations de production, dont seulement une petite partie était ce que nous avons par erreur pensé être «classiquement capitaliste». Ces deux caractéristiques sont restées largement vraies jusque aujourd'hui.

La forme des filières et ce qui est peut-être plus important, à savoir la structure des prix des transactions multiples, n'était pas élaborée dans un marché absolument libre, mais façonnée dans un marché dont les règles étaient fixées par l'intermédiaire des autorités politiques (les Etats souverains inégalement forts, agissant directement et via les «règles» du système inter-Etats). Les pratiques d'établissement des prix furent stables à moyen terme mais changeantes à long terme, résultat de la lutte des classes continue.

Les contradictions inhérentes au capitalisme comme mode de production se suivaient à un rythme relativement prévisible, par cycles d'expansion et de stagnation de l'économie-monde prise dans son ensemble (provoquant une série très complexe de changements dans ses composantes). Un des nombreux aspects de ces changements cycliques fut la naissance d'un besoin, généré en son sein et pourtant discontinu, de l'économie-monde capitaliste d'étendre sa zone d'opération, à la fois extensivement et intensivement. En raison de l'expansion extensive, de nouvelles zones jusque là externes durent être incorporées dans la division du travail de l'économie-monde capitaliste. L'expansion interne (ou approfondissement des processus capitalistes) impliquait des innovations technologiques, bien récompensées socialement, (allant de pair avec la pratique de la concentration accrue du capital et l'accroissement du taux de capital fixe par rapport au capital variable, ainsi qu'avec une disqualification continue de la force de travail). Dans une certaine mesure, les deux processus d'expansion — extensive et intensive — se sont développés dans des sens opposés. En effet, la raison principale de l'expansion extensive fut de contrebalancer la diminution du taux de la plus-value, résultant des conséquences économiques et politiques d'un accroissement de l'expansion intensive.

La conséquence sociale essentielle de ce processus capitaliste fut la *création* du prolétariat et de la bourgeoisie en tant que catégories sociales. Afin d'avoir une force de travail adaptée aux modes de production tournés vers le marché mondial, il fallait que cette force de travail fût acculée à travailler autrement que ses prédécesseurs. Telle est l'approche fameuse et cruciale de Marx sur l'aliénation du prolétariat et son élimination de la possession des moyens de production et de leur contrôle. Cependant, cette approche cruciale fut mal lue, en partie par Marx lui-même; on la présentait comme s'il s'agissait seulement d'un petit paysan indépendant privé de sa terre, devenu un travailleur urbain salarié par la force des choses.

Historiquement, la situation est tellement plus complexe que la symbolique de cette image, que nous ne pouvons appeler cela qu'une erreur flagrante. En fait, le processus de modification du travail fut accompagné par une refonte des formes du travail à but de «subsistance», si bien que ces formes du travail à but de «subsistance» sont demeurées un élément intégral de la reproduction de la force de travail dans le mode de production capitaliste. C'est précisément ce fait, le fait que la plus grande part de la force de travail ne dépend que *partiellement* du travail salarié pour les besoins des revenus de son temps de vie, qui a complètement intégré la force de travail dans la

logique de l'économie-monde. Pour les strates supérieures, cela s'est passé de manière bien plus efficace — et profitable — que si la force de travail avait été composée seulement de travailleurs industriels salariés à temps plein, sans autre source de revenus que le salaire payé par l'employeur.

Au lieu de cela, les travailleurs ont été regroupés dans des structures complexes que nous pouvons appeler ménages, collectivités d'individus des deux sexes et d'âges divers, qui ne sont pas nécessairement proches parents ou cohabitants. Il est typique que ces ménages ont rassemblé leurs revenus d'origines diverses, dont aujourd'hui encore l'une relève des activités à but de « subsistance » (consacrée par le travail dévalué que symbolise le rôle social de la ménagère). Les revenus du ménage sont en outre constitués de production de petites marchandises, de rentes, de transferts, de dons — et bien sûr, du travail salarié (celui-ci étant statistiquement moins important que nous ne l'affirmons habituellement).

Les ménages ainsi constitués se sont trouvés soumis à deux types de pression continue : marchandiser davantage encore tous les aspects de la reproduction sociale ; canaliser indirectement la plus-value vers les strates supérieures en permettant de significatives réductions du niveau des salaires, et même des salaires de cette minorité qui est payée plus que le salaire minimum réel. Non seulement ces structures ménagères peuvent réunir des revenus très différents, constituant un large éventail de combinaisons sociales ; de surcroît, seule une minorité — encore actuellement et dans les zones centrales — se rapproche de l'image « classique » du prolétariat. Cependant, et paradoxalement — un paradoxe sur lequel nous reviendrons — le taux de prolétarianisation n'a pas cessé d'augmenter au fil du temps, à la fois en termes de pourcentage des forces de travail impliquées dans la production pour le marché mondial, et en pourcentage du travail salarié comme source des revenus du ménage.

Parallèlement à ce processus de prolétarianisation, il y a un processus de renforcement de la bourgeoisie. D'une part, la force de travail a de plus en plus été orientée vers la production pour le marché mondial ; d'autre part, des couches supérieures plus nombreuses ont été invitées à tirer leurs bénéfices des opérations courantes du marché mondial. Des structures qui drainent diverses formes de revenus par des voies complexes sont aussi le fait de ménages bourgeois : les bénéfices tirés de la gestion de la propriété n'étant que l'une de ces formes, une forme minoritaire (à l'instar du travail salarié pour la force de travail). Le parallèle avec le revenu provenant d'activités à but de « subsistance » de la force de travail a été la « rente féodale » (lato sensu) des couches supérieures. De même que dans un système capitaliste,



la «subsistance» procure un plus grand profit à la bourgeoisie que si toutes les offres de travail passaient par le marché, la «rente féodale» dans le système capitaliste profite davantage à la bourgeoisie que si toutes les demandes de travail passaient par le marché.

C'est non seulement qu'il existe donc un large éventail de ménages bourgeois, mais que seule une minorité — même aujourd'hui et dans les zones centrales — se rapproche de l'image «classique» de la bourgeoisie. Cependant, paradoxalement, il est vrai que le degré de «bourgeoisification» a crû dans les deux mêmes sens que nous avons évoqués au sujet de la prolétarianisation. Le pourcentage des couches supérieures impliquées dans des opérations de marché créatrices de bénéfices a augmenté, et ces mêmes couches ont tiré un pourcentage croissant de leurs revenus, d'opérations de marché courantes.

J'ai utilisé deux fois le terme «paradoxe», une fois à propos de la formation du prolétariat, une fois à propos de la formation de la bourgeoisie. Quel est le paradoxe ? Les processus centraux de développement capitaliste décrits par Marx, qui à leur tour, expliquent la polarisation matérielle et sociale du monde, sont apparus non à cause, mais *en dépit* de la volonté et des intérêts de la bourgeoisie en tant que classe. C'est le niveau peu élevé de prolétarianisation et non le niveau hautement élevé, qui a créé et préservé le potentiel de profit du capitalisme en tant que système. C'est le bas niveau de «bourgeoisification», non son niveau élevé, qui a créé et préservé les structures politiques qui assureraient sa survie. Ni la prolétarianisation, ni la bourgeoisification sont d'un intérêt intrinsèque pour les capitalistes. «Accumuler, accumuler ! C'est Moïse et les Prophètes».

Prolétarianisation et bourgeoisification ne sont pas l'effet d'un demiurge capitaliste ; ce sont des mécanismes destinés à résoudre des crises répétées à court terme, qui reflètent une contradiction parce qu'ils ont miné le système à long terme. C'est comme si les politiques capitalistes, qui ont poussé l'économie-monde dans son ensemble à une toujours plus grande polarisation matérielle (accroissement de la charge réelle du travail pour la majorité de la population mondiale et baisse historique réelle de sa qualité de vie), c'est comme si ces politiques avaient été contrebalancées par une polarisation sociale croissante (élimination croissante des structures «néo-féodales» créées par les capitalistes pour permettre la polarisation matérielle). Parce que c'est la polarisation sociale, bien plus que la polarisation matérielle, qui a créé la base principale pour l'émergence des mouvements capitalistes antisystémiques mondiaux des 150 dernières années.

Nous en venons ainsi au dernier paradoxe. La configuration politique de l'économie-monde capitaliste — des Etats souverains qui s'insèrent dans un système inter-Etats — a imposé aux mouvements un faux choix. Ils furent acculés à choisir entre : chercher le pouvoir dans le cadre d'Etats souverains isolés ou perdre toute possibilité de réalisation de pouvoir. Mais obtenant le pouvoir à l'intérieur d'un Etat souverain lui-même inséré dans un système inter-Etats basé sur une division du travail effective, ne signifiait pas, et probablement n'aurait pas pu signifier la capacité de sortir de l'économie-monde capitaliste. Au contraire, cela a seulement signifié la capacité de réaliser une certaine redistribution du surplus mondial, en bref, le pouvoir d'imposer des réformes, sans nécessairement miner le système en tant que tel.

Bien au contraire. L'arrivée au pouvoir, dans un Etat après l'autre, de mouvements anti-systémiques a miné le système à coup sûr, en procurant des modèles pour et un soutien à d'autres mouvements anti-systémiques. Mais simultanément, cela a renforcé le système en lui procurant les moyens de mater la capacité de rébellion de la force de travail mondiale. L'Union soviétique — à la fois dans ses tendances « stalinistes » et « révisionnistes », n'est ni une distorsion, ni logiquement une surprise. C'est le modèle qu'il nous fallait attendre comme une conséquence du développement du capitalisme comme système mondial, si nous avons pris les thèses de Marx au sérieux, précisément à la lumière du concept de « sous-développement ». C'est le modèle d'un Etat faible essayant de devenir un Etat fort en changeant le rôle économique de sa région dans l'économie-monde. Le marxisme a servi d'instrument de lutte contre le système capitaliste mondial, ainsi que de couverture idéologique et de contrainte idéologique pour ceux qui détenaient le pouvoir. D'où le bilan ambigu.

Mais l'histoire n'est pas encore finie. Les « Etats socialistes » sont nés en tant que partie intégrante de l'histoire du développement du capitalisme. Les phénomènes de nationalismes ethniques continus et grandissants du XX^e siècle, le racisme et le sexisme, sont tous nés du capitalisme qui est un monstre à plusieurs têtes, un monstre plus grand qu'on aurait pu l'imaginer au XIX^e siècle, pour ne pas parler du XVI^e. Comme tous les monstres, il s'achemine vers son destin, mais en même temps, il détruit de nombreuses vies et une grosse partie de notre héritage écologique.

Ceci m'amène à la thèse 7, celle à propos de laquelle Marx faisait à coup sûr fausse route. La thèse 7 dit que le capitalisme représente le progrès par rapport à ce qui existait auparavant, et qu'il sera inévitablement suivi par l'aube d'une société sans classes. Ceci est du socialisme utopique, non du socialisme scientifique. Historiquement, le capitalisme a représenté une régression morale et pour une

large majorité de la population mondiale, une régression matérielle, même s'il a assuré pour les strates supérieures du monde (actuellement passées de 1 % à peut-être 20 % de la population mondiale) un niveau de vie matérielle et un style de vie qui surpasse même de loin les possibilités des «potentats orientaux» de jadis.

En fait, comme les dilemmes des mouvements antisystémiques le montrent, le monde d'aujourd'hui doit faire face non au progrès inévitable, mais bien à un choix historique réel. La bourgeoisie mondiale lutte pour survivre. L'aristocratie de l'Europe féodale a survécu à sa grande crise structurelle en devenant les bourgeois qui ont régné sur un nouveau mode de production; la bourgeoisie actuelle est déjà dans un processus de tentative de survie à sa crise structurelle en devenant «X», régnant sur un nouveau mode de production.

Ce n'est ni impossible, ni inévitable. La possibilité alternative est la création dans les cent années à venir d'un ordre socialiste mondial, basé sur un système de production de biens de consommation qui impliquera la disparition des Etats par la disparition du système inter-Etats, qui débouchera sur une distribution raisonnablement égalitaire des ressources, du temps, de l'espace et des rôles sociaux. Un tel système ne sera ni utopie, ni hors de l'histoire. Et il est tout à fait impossible aujourd'hui d'en prédire les formes institutionnelles. Mais cette alternative serait le progrès.

La question qui se pose à nous, la seule d'intérêt moral ou politique, est de savoir comment, dans ce crépuscule du capitalisme comme système social historique, nous pouvons prévoir une issue relativement égalitaire, en opposition à une issue relativement inégalitaire. Je n'ai pas de réponse facile à la question. J'ai observé qu'au cours des cent dernières années environ, les vagues de sentiments ou d'actions collectifs les plus progressistes, celles qui ont laissé les traces les plus positives, eurent précisément lieu au cours des dernières étapes de mobilisation politique par les mouvements aux étapes où ces mouvements échappent au contrôle. Une fois que ces mouvements ont le pouvoir, ces vagues deviennent plus pratiques et moins effervescentes; il arrive même qu'elles meurent d'inanition, de déception ou par suppression active.

Je ne conclus pas que les mouvements ne doivent jamais prendre le pouvoir d'Etat, ni que c'est sans espoir s'ils le font. J'en viens à la conclusion qu'à moins d'une stratégie de lutte plus large, plus complexe, nous n'arriverons pas à un ordre socialiste mondial égalitaire. J'ai quelques suggestions spécifiques, aucune n'étant pensée jusqu'au bout, et toutes pouvant être insuffisantes. Mais elles me semblent des lignes d'action porteuse d'espoir.

Premièrement, des mouvements antisystémiques de trois ordres différents ont émergé dans les trois «mondes» politiques existant depuis la Seconde guerre mondiale : les mouvements de libération nationale dans les Etats «prérévolutionnaires» de la périphérie; les formes multiples des «nouveaux» mouvements dans les principaux Etats centraux, organisant toutes sortes de groupes antérieurement exclus; les tentatives de créer des mouvements à l'intérieur et à l'extérieur des partis dans les Etats «post-révolutionnaires». Dans la mesure où chaque segment reflète une forme différente d'impulsion antisystémique (c'est-à-dire une opposition à l'économie-monde capitaliste et à tous ses dérivés), ces mouvements devront imaginer comment il pourront devenir une seule famille de mouvements, et non trois.

Deuxièmement, ces mouvements devront repenser leur relation avec les mouvements existants de travailleurs. En effet, la question est d'importance fondamentale. Même si Marx avait raison en ce sens que le monde se polarise socialement entre bourgeois et prolétaires, car au moins 80% du monde sont des prolétaires (le pourcentage serait différent si on le calculait à l'intérieur des frontières d'un Etat particulier), dès lors les trois nouvelles sortes de mouvements antisystémiques sont en majorité composées de prolétaires.

Troisièmement, le pouvoir d'Etat n'est qu'une forme de pouvoir à l'intérieur du système mondial moderne. Il existe beaucoup d'autres formes — économiques, sociales, culturelles. Nous devons cesser de penser ces autres formes de pouvoir simplement comme des moyens secondaires en vue du pouvoir d'Etat. Nous devons les penser comme parties coordonnées d'un tout, dans lequel nous livrons bataille. Nous devons «défétichiser» le pouvoir d'Etat sans pour autant le négliger.

Quatrièmement, nous devons rouvrir systématiquement et complètement le consensus de pensée sociale du XIX^e siècle, dont le libéralisme et le marxisme classique sont les deux variantes principales et, à la lumière de la véritable évolution du monde, nous devons réécrire notre théorie, et par dessus tout, notre historiographie.

Nous devons faire ce que Marx nous conseillait : Hic Rhodus, hic Salta!

Finalement, il faudrait repenser notre métaphore de transition. Depuis la fin du XIX^e siècle, nous avons été impliqués dans un pseudo-débat à propos des chemins évolutionnistes ou révolutionnaires qui mènent au pouvoir. Les deux tendances étaient et ont toujours été essentiellement réformistes, parce qu'elles considéraient la transition comme un phénomène contrôlable. Une transition qui est contrôlée, organisée, implique forcément une certaine continuité dans l'explo-

tation. Il ne faut pas craindre une transition en forme de bouleversement, de désintégration. La désintégration est désordonnée, elle peut être quelque peu anarchique, mais elle n'est pas nécessairement désastreuse. Les «révolutions» sont «révolutionnaires» seulement si elles promeuvent de tels bouleversements. Les organisations peuvent jouer un rôle essentiel au départ, pour faire sauter la croute. Il est douteux qu'elles puissent réellement bâtir une nouvelle société.

Si cela vous semble trop aventureux et trop vague, je vous demande de réfléchir à des scénarios alternatifs — à la fois celui que représente la transition historique de l'Europe de la féodalité à celle du capitalisme, et celui, marqué par l'histoire très ambiguë et inégale, de nos mouvements antisystémiques jusqu'à ce jour. Je ne recommande aucune forme de passivité. Je recommande l'usage de l'intelligence active et de l'énergie organisationnelle active qui est à la fois réfléchie et morale, dans la lutte des classes de la majorité contre la minorité, de ceux qui sont exploités contre ceux qui exploitent, de ceux qui sont privés de la plus-value qu'ils créent contre ceux qui accaparent cette plus-value et en vivent.

la déconnexion, selon samir amin

par benoît verhaegen

Samir Amin est avec Immanuel Wallerstein, Charles Bettelheim et Gunder Franck, l'économiste contemporain qui a le plus profondément marqué la réflexion sur le Tiers Monde.

Né en 1931, d'origine égyptienne, Samir Amin est professeur agrégé de sciences économiques. Il a travaillé de 1957 à 1960 au Caire dans le département du développement économique. Durant cette période, il prépare son premier ouvrage: *L'Égypte nassérienne*, publié sous le pseudonyme d'Hassan Riad, aux Editions de Minuit. C'est une analyse rigoureusement marxiste de l'histoire politique et économique de l'Égypte contemporaine.

Samir Amin est conseiller du gouvernement du Mali de 1960 à 1963. De cette expérience, il retire la matière d'un ouvrage consacré à *Trois expériences africaines de développement: le Mali, la Guinée et le Ghana*, paru aux Presses Universitaires de France.

Professeur d'économie aux universités de Poitiers, Dakar et Vincennes, il est nommé, en 1970, directeur de l'Institut africain de développement économique et de planification de Dakar. C'est à ce poste qu'il élabore sa théorie de sous-développement économique et qu'il acquiert une réputation mondiale avec la publication d'une série impressionnante d'ouvrages consacrés les uns à la description et à l'analyse des structures économiques des pays africains, les autres à la critique du capitalisme mondial contemporain, source de développement inégal et d'accumulation dépendante dans le Tiers Monde.

En 1981, Samir Amin publie un petit livre au titre provoquant: *L'avenir du maoïsme*, aux Editions de Minuit. Il y défend l'expérience maoïste comme une étape nécessaire et non dépassée dans la transformation socialiste du monde. Il compare trois modèles théoriques de développement: socialiste (chinois), étatiste (soviétique) et capitaliste (périphérie) et affirme la supériorité de l'expérience chinoise fondée sur l'alliance ouvrière et paysanne. Cette «seconde révolution socialiste» impose, dit-il, des rapports marchands égaux entre la ville et la campagne et un financement de l'accumulation «non par une

ponction prélevée sur les paysans (comme ce fut le cas en URSS), mais par une industrialisation au service de l'agriculture».

Dans un chapitre consacré aux problèmes actuels de la Chine et à la nouvelle politique économique de Deng Xiaoping, Samir Amin établit la distinction entre ce qu'il appelle «le révisionnisme de type soviétique» qui correspond selon lui à l'accession au pouvoir d'une bourgeoisie étatiste, et l'instauration d'une démocratie politique conduisant au contrôle réel des travailleurs et des paysans sur la gestion de l'économie. Il pense que la Chine s'est engagée dans cette deuxième voie et la propose comme modèle aux pays du Tiers Monde.

L'essentiel des théories qui conduisent Samir Amin à la Déconnexion se trouve dans l'ouvrage consacré au maoïsme. La Chine serait le prototype d'une déconnexion réussie.

Actuellement, Samir Amin dirige un programme de recherches intitulé «Stratégie pour le futur de l'Afrique».

Mais qu'est-ce en fin de compte que la déconnexion ?

La «déconnexion» n'est ni l'autarcie économique, ni le retour à des procédés archaïques de production. C'est le «refus de soumettre la stratégie nationale de développement aux échanges capitalistes internationaux», c'est-à-dire aux lois des échanges capitalistes internationaux. Ceux-ci sont remplacés par «un système de critères de la rationalité des choix économiques fondé sur une loi de la valeur à base nationale et à contenu populaire» (page 108).

Dans ses ouvrages précédents, Samir Amin avait souligné la faillite de la voie capitaliste du développement pour les pays du Tiers Monde. D'une part leurs bourgeoisies nationales sont incapables de résister aux manipulations du capitalisme international; elles ne sont que des relais entre les «centres» et les «périphéries», d'autre part, le système capitaliste des échanges internationaux conduit nécessairement au développement inégal et à l'appauvrissement de la périphérie. Le développement des Centres (Europe, Japon, USA, Canada), explique-t-il, est réalisé — depuis la phase impérialiste du capitalisme à la fin du XIX^e siècle — par le sous-développement des périphéries. Un pays appartient à la périphérie non par sa pauvreté ou le faible développement ses forces productrices, mais par la dépendance de son économie à l'égard des Centres. Cette dépendance est renforcée sans cesse par le jeu des échanges internationaux et par la complicité des bourgeoisies nationales. Avant la «coupure impérialiste», dit-il, il était possible aux «nouvelles bourgeoisies de se constituer en bourgeoisies nationales tout en s'insérant dans l'expansion mondiale

du capitalisme, aujourd'hui cette insertion compradorise les bourgeoisies, fait avorter les tentatives — toujours répétées — de construction nationale» (page 290).

Comment sortir du cercle vicieux de la dépendance impérialiste et de sous-développement ?

Selon Samir Amin, «la classe ouvrière des centres a perdu sa vocation révolutionnaire» (page 291). Il y voit deux raisons principales : sur le plan intérieur, elle a renoncé à l'abolition des classes; sur le plan extérieur, elle s'accommode du pillage du Tiers Monde, dont elle profite pour atténuer les inégalités économiques internes.

Le léninisme a tenté de donner au mouvement ouvrier la conscience des contradictions internationales nées de l'expansion impérialiste, mais le léninisme avait également ses limites écrit S.A. : sur le plan intérieur, «le bolchévisme n'était pas prêt à considérer l'alliance ouvrière et paysanne comme une condition stratégique durable de la transition socialiste» (page 293); sur le plan extérieur, la Russie n'appartenait pas à la périphérie. «C'était elle-même un impérialisme naissant quoique arriéré» (page 294), estime S.A.

La révolution chinoise a échappé à cette double limite: anti-impérialiste, elle a réalisé l'alliance ouvrière et paysanne. Ceci amène Samir Amin à conclure : «La stratégie maoïste continue à être la seule réponse efficace aux problèmes essentiels de la transition au socialisme» (page 294). Les peuples d'Asie et d'Afrique auraient vocation à renverser localement l'ordre capitaliste, car «la lutte des classes et la domination impérialiste combinées rendent possibles des révolutions nationales démocratiques dirigées par une alliance populaire et nationales de libération» (page 292).

Selon Samir Amin, le marxisme aurait dès lors une «vocation asiatique et africaine». Si en Occident, «il tend à devenir un courant académique sans pouvoir transformateur de la réalité, en Orient, il tend à devenir une force réelle de transformation sociale» (page 296).

Ce résumé de «La Déconnexion» ne rend pas suffisamment compte de la richesse et de la complexité de la pensée de Samir Amin. L'ouvrage contient par ailleurs des développements intéressants sur le fondamentalisme islamique et sur le mouvement des verts en Occident.

Avant d'émettre des réserves sur certains points, je veux exprimer mon très large accord sur l'analyse de la situation économique mondiale, des contradictions de l'impérialisme et du sous-développement.

On peut, selon moi, reprocher à Samir Amin deux excès : un pessimisme excessif à l'égard des possibilités révolutionnaires de l'Occident et un optimisme excessif quant aux chances et aux capacités révolutionnaires internes des pays d'Afrique et d'Asie.

L'Union soviétique qui a accompli la première révolution socialiste n'est pas sortie de l'histoire. Au contraire, plusieurs indices convergent pour démontrer que toute la société est en train de bouger et que ce mouvement se répercute déjà dans les autres pays socialistes et dans certains partis communistes. Un des axes du changement est la politique soviétique à l'égard du Tiers Monde.

Quant aux transformations en cours dans les pays occidentaux, elles ne se limitent pas à l'éclosion du mouvement des verts. Si certaines contradictions économiques se sont renforcées, si certaines possibilités de changement se sont fermées, d'autres transformations sont en cours de manière irréversible qui se répercuteront à l'échelle mondiale. Je songe par exemple à la démocratisation de la vie culturelle, à l'intensification des relations entre populations de l'Occident et des autres peuples du monde, au brassage dû à l'immigration.

L'histoire récente des pays africains et asiatiques, y compris les pays qui ont entamé une révolution socialiste comme l'Angola, le Mozambique ou le Vietnam, n'incite pas à l'optimisme. A cet égard, on peut reprocher à Samir Amin de n'avoir pas approfondi la distinction entre les pays de la périphérie : il y a parmi eux les extrêmes, les nouveaux pays industriels d'Asie qui décollent sur le plan industriel, grâce à un capitalisme brutal et un coût social fort élevé — et il y a, d'autre part, la plupart des pays africains soumis à un capitalisme extérieur, de prédation, qui sans cesse s'appauvrissent, accroissent leur dépendance et ne parviennent pas à se doter d'une bourgeoisie nationale efficace.

Les luttes intérieures et extérieures se multiplient. Si les stratégies économiques imposées par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire ne résolvent rien et provoquent des catastrophes sociales, presque aucun de ces pays ne semblent pouvoir y échapper. On voit mal comment un pouvoir révolutionnaire pourrait seul venir à bout de l'encerclement capitaliste et des forces réactionnaires internes.

Compter sur des explosions sociales, conséquences d'impasses économiques, c'est oublier qu'elles conduisent plus souvent à des dictatures militaires qu'à des révolutions socialistes. Même lorsque celle-ci semblent s'engager comme au Congo-Brazzaville ou au Burkina-Faso, l'expérience tourne court.

Les chances révolutionnaires dans le monde actuel me paraissent dépendre en premier lieu de l'évolution de l'Union soviétique et de la Chine, et de l'impact que ces évolutions auront immanquablement sur le reste du monde, et en premier lieu sur les partis communistes et les autres forces démocratiques.



horta et van de velde ou le chagrin des architectes belges

jacques aron

Il ne se passe presque pas de mois sans qu'une publication, une exposition, le classement ou la restauration d'une œuvre, en Belgique ou à l'étranger, ne contribuent d'avantage à hisser Horta et van de Velde, comme étoiles de première grandeur, au firmament de l'architecture moderne.

Nous n'avions pas encore eu l'occasion dans ces colonnes de saluer la remarquable édition critique des mémoires d'Horta effectuée par la Communauté française de Belgique(1). Un travail de même envergure consacré à l'œuvre architecturale complet de van de Velde a paru depuis lors, de telle sorte qu'un parallèle entre ces architectes nous a semblé le meilleur hommage aux auteurs qui ont contribué récemment à nous les rendre plus familiers(2).

L'activité de ces personnalités rivales s'étend à peu près sur la même période.

Elle débute dans les années nonante du siècle passé, dans la révolte artistique radicale qui accompagne la montée des revendications sociales et qui s'affirme d'emblée comme «Art nouveau».

Elle se développe avec la croissance fulgurante du mouvement qui gagne de nombreuses villes du continent pour s'épuiser presque aussi rapidement, miné par les contradictions insurmontables d'un art élitaire aux prétentions sociales et démocratiques.

Elle connaît alors un moment difficile, plein d'incertitude, qui culmine avec le désarroi dans lequel le premier conflit mondial a plongé l'Europe.

Elle reprend à nouveau vigueur et s'engage, moins assurée cependant, dans des conditions nouvelles où la commande publique supplante la clientèle privée, où le changement du mode de production en vue d'une consommation de masse, réduit progressivement la liberté d'invention formelle de l'architecte.

Elle se trouve enfin confrontée au glissement du mouvement moderne, fils illégitime de l'Art nouveau, vers un fonctionnalisme de plus en plus soumis aux seuls impératifs du profit.

Il est cependant peu de points communs dans la carrière des deux hommes.



Horta, né en janvier 1861, deux ans avant van de Velde, est à trente ans un architecte formé par des maîtres réputés, et déjà presque en pleine possession de ses moyens d'expression. Ses amis, jeunes intellectuels libéraux, francs-maçons, proches de l'Université de Bruxelles ou appartenant à l'entourage des Solvay, lui fournissent l'occasion de succès précoces. Travailleurs acharné, il leur consacre tout son temps et ses efforts.

Après quelques tâtonnements rapidement surmontés, il parvient à offrir à cette clientèle dynamique, dont il se sent si proche, une image nouvelle, en rupture affirmée avec l'imitation des styles historiques.

Cette synthèse complexe et originale de la composition classique, du rationalisme de Viollet-le-Duc et de la tradition nationale est animée par un mouvement puissant qui fond ses éléments constitutifs en une totalité organique.

L'architecte est très rapidement surchargé de travaux. Tous les commanditaires qui veulent imprimer à leur œuvre la marque du renouveau s'adressent à lui. Les dirigeants du Parti ouvrier belge pour édifier la Maison du Peuple, les patrons de «L'Innovation» pour donner plus d'attrait à leurs grands magasins et même l'Administration de

l'Etat indépendant du Congo pour doter l'entreprise coloniale de lettres de noblesse culturelles.



La trajectoire de van de Velde est bien différente. Il a rêvé à la musique et pratiqué la peinture. Sous l'influence du mouvement anglais des arts et métiers et de son plus fameux représentant, le socialiste William Morris, il troque la peinture, jugée trop individualiste, pour la pratique des arts appliqués. Il importe des papiers-peints anglais et ouvre un atelier de mobilier et décoration intérieure. Sa première intervention d'architecte, sa maison personnelle, trahit l'influence des cottages d'Outre-Manche. C'est l'œuvre d'un autodidacte assez maldroite. Dans ses écrits, ses conférences, il développe une théorie de l'Art nouveau, dont il met en évidence, plus volontiers qu'Horta, les aspects sociaux. Il s'adresse notamment aux auditoires de l'Université nouvelle.

van de Velde ambitionne incontestablement de devenir le maître à penser de la nouvelle génération; il affectionne le ton prophétique et l'écriture exaltée des écrivains symbolistes. C'est pourtant le succès croissant que rencontrent ses meubles, en particulier auprès de quelques marchands et riches collectionneurs allemands, qui décide de son sort.

En 1900, il s'installe à Berlin et accepte ensuite l'offre du Duché de Saxe d'ouvrir à Weimar une école des arts et métiers où se révèlent ses dons pédagogiques. Graduellement, et avec de plus en plus d'assurance, il passe de l'ameublement à l'architecture, rejoignant la conception totale dans laquelle Horta excelle déjà depuis plusieurs années. Cette activité éveille peu d'écho en Belgique dont van de Velde a temporairement quitté la scène.

Comme nous y avons déjà fait allusion, et pour des raisons diverses, l'Art nouveau perd de sa vitalité, particulièrement après 1905,

année où Horta construit encore à l'Exposition de Liège l'élégant pavillon des établissements Solvay. Au sein de l'Art nouveau et à côté de lui, commence à s'affirmer un courant plus rationaliste, puriste, géométrique, dont la retenue décorative n'est pas dénuée d'implications morales. Dans son célèbre pamphlet de 1908, «Ornement et crime», l'architecte autrichien A. Loos écrit : «L'évolution de la culture va dans le sens de l'expulsion de l'ornement hors de l'objet d'usage». van de Velde y est pris à partie, comme dans un texte ultérieur où Loos note ironiquement «qu'il viendra un temps où la détention dans une cellule aménagée selon le goût... du professeur van de Velde sera considérée comme une aggravation de peine».



Trop cher pour être reproductible, l'Art nouveau est attaqué au nom même des ambitions sociales dont se réclament certains de ses porte-parole. L'Exposition internationale de Bruxelles en 1910 ne fait plus grand cas de l'Art nouveau. Le radicalisme libéral a vécu et le bourgmestre de Bruxelles confie la direction des travaux au très académique Acker. A cette époque, Horta se débat pour la première fois dans une vaste commande publique — l'hôpital Brugmann — où les contraintes administratives et financières pèsent lourd. La situation de van de Velde en Allemagne ne paraît plus aussi favorable qu'auparavant. On y sent monter un nationalisme chauvin et guerrier. van de Velde songe à revenir en Belgique et sonde quelques amis socialistes sur les chances de poursuivre son enseignement au pays. Ce sont ces amis, Vandervelde et Huysmans en tête, qui lui en donneront ultérieurement les moyens. En 1912 cependant, le projet fait long feu. L'architecte demeure en Allemagne et y construit encore, à la veille de la guerre, une œuvre à présent reconnue, malgré sa brève exis-

tence, comme un jalon capital de l'architecture contemporaine. Ce théâtre édifié à Cologne en 1914 à l'occasion de l'exposition du Deutscher Werkbund, affirme, malgré le mépris que lui voue Horta, la continuité de l'Art nouveau et du modernisme des années vingt. Dans un débat organisé dans le cadre de cette exposition, et demeuré célèbre, van de Velde, qui fait en Allemagne comme en Belgique figure de théoricien, oppose la liberté créatrice de l'artiste aux tenants de la standardisation. Paradoxalement, cette attitude ambiguë face à l'industrialisation croissante, lui vaut l'appui de «l'aile gauche du Werkbund», car elle marque l'opposition des créateurs à leur intégration dans un appareil de production impérialiste et combat les thèses présentées par un fonctionnaire de l'Etat prussien. Parmi les soutiens de van de Velde se trouve un jeune architecte ambitieux, Walter Gropius, qui reprendra à Weimar, en 1919, l'enseignement du maître et transformera son école en Bauhaus.



Quatre années de guerre ont rendu l'Europe méconnaissable, Le pacifisme, l'internationalisme, l'espoir d'une fraternisation ouvrière capable de contenir la guerre, ont vécu. La Russie, la Hongrie et l'Allemagne traversent une situation révolutionnaire.

van de Velde est suspecté de trahison et ses détracteurs — Horta est désormais clairement du nombre — ne manquent pas de relever sa singulière situation pendant le conflit. Ses amis allemands lui ont procuré en 1917 un passeport du Reich et favorisé son départ sous le couvert d'une mission officielle : s'enquérir de l'état dans lequel sont détenus en Suisse des intellectuels allemands prisonniers. van de Velde sera officiellement disculpé de toute collusion avec l'ennemi. Après la guerre, il accepte avec empressement l'offre des commerçants hollandais Kröller-Müller de se mettre à leur service et commence les plans de bâtiments qui, dans une version ultérieure réduite et épurée, abritent aujourd'hui la superbe collection de peinture de ces riches mécènes.

Les socialistes préparent activement son retour en Belgique, tandis qu'Horta intervient avec quelques confrères pour que van de Velde ne puisse prendre part à l'édification du Pavillon belge de l'Exposition des Arts décoratifs à Paris en 1925. Horta en obtiendra l'étude. L'œuvre est lourde, banale, officielle.

Pour les jeunes architectes issus de l'Académie de Bruxelles, qui plaçaient encore en 1919 leurs espoirs dans les tentatives opiniâtres d'Horta de réformer leur enseignement, l'architecte de la Maison du Peuple a cessé d'être un porte-drapeau. Ils se tournent à présent vers van de Velde qui, à 63 ans, placé à la tête d'une nouvelle école — La Cambre —, va commencer une deuxième carrière belge.

Horta dépense à cette époque une énergie considérable à mener à bien une difficile entreprise, le Palais des Beaux-Arts de Bruxelles.

L'utilisation optimale d'un volume limité par de sévères prescriptions urbanistiques l'oblige à imbriquer les unes dans les autres toutes les fonctions du bâtiment. Là encore, Horta se heurte non seulement à des décisions administratives mais mesure les limites que l'évolution sociale et économique lui impose. Le coût de la main-d'œuvre a rendu caduques les solutions artisanales où il excellait. Le fer doit faire place au béton armé, et toute l'esthétique du projet s'en trouve modifiée. L'homme sort de cette épreuve fatigué et ses dernières années d'activité, jusqu'à la veille de la Seconde guerre mondiale, le verront s'épuiser à tenter de rendre vie aux quartiers éventrés par la jonction ferroviaire Nord-Midi.

Aigri, il se replie de plus en plus et sa tendance à se poser en victime d'un complot moderniste ourdi par van de Velde se renforce. En 1937, les deux hommes en sont venus à l'échange de lettres recommandées et se préparent au procès.

Entouré de jeunes architectes, souvent plus radicaux que lui, van de Velde voit croître son influence à mesure qu'Horta s'isole.

Avec la participation des socialistes au gouvernement, il peut à nouveau remplir ce rôle de conseiller du prince qu'il affectionne. Henri de Man l'appelle à l'OREC, cet organisme chargé de lutter contre les conséquences de la crise économique par une politique de grands travaux publics.

Avec les enseignants, plus tard les jeunes diplômés de l'école qu'il dirige, il fait de plus en plus figure d'architecte officiel, marquant de son empreinte la présence belge à l'Exposition de Paris (1937) et de New York (1939).

Une importante commande comme celle de la bibliothèque de l'Université de Gand démontre encore sa vigueur créatrice. Rarement l'architecture moderne aura inscrit avec autant d'autorité une tour nouvelle dans un paysage urbain historique de flèches et de beffrois.



Horta meurt en 1947, sans que son œuvre ait été reconnue à sa juste mesure. Le manuscrit de ses mémoires, abandonné, inadressé, sera recueilli par un disciple qui a longtemps hésité à confier à l'édition ce texte auquel son auteur n'avait pu donner une forme définitive. On y sent partout percer l'amertume.

van de Velde, à plus de quatre-vingts ans, doit faire face aux critiques que lui vaut la poursuite de son activité de conseiller artistique pendant la guerre, au sein du Commissariat à la Restauration du Pays(3).

Cette administration belge placée sous la direction d'un Secrétaire général mais soumise à la censure de l'occupant, n'était probablement pas la meilleure tribune pour continuer à prêcher la croisade moderniste.

Comme beaucoup d'autres (Le Corbusier par exemple), van de Velde se croyait investi de la mission de révéler la modernité à «l'Autorité» quelle qu'elle fût.

Mortifié qu'on pût lui en faire grief, le vieil homme se retire en Suisse pour rédiger à son tour ses mémoires. Il n'en existe jusqu'à présent qu'une version posthume en allemand(4).

Grâce aux documents que nous possédons à présent, il est enfin possible de situer Horta et van de Velde non seulement dans l'histoire de l'architecture, mais dans celle des idées de notre temps.

L'animosité des deux hommes n'est pas que rivalité de deux personnalités pour la paternité d'un mouvement artistique.

Leur formation, leur goût, leur caractère les séparent, mais aussi leurs appréciations politiques.

Si l'on veut bien admettre au cœur de la visée moderniste, la volonté de changer le monde en même temps dans ses structures sociales et dans ses formes, la concordance des idéaux artistique et politique devient un critère de jugement important.

Sans doute, de ce point de vue, les équivoques ne manquent ni chez l'un, ni chez l'autre. On notera cependant, à différentes reprises, chez van de Velde une plus grande velléité d'engagement.

Horta, perfide, écrit à van de Velde qu'il a toujours été en retard sur l'événement «jusqu'au jour où la révolution russe, et non vous, fit table rase de tout ce qui s'appela architecture».

van de Velde en réalité était aussi imprégné de tradition qu'Horta, même s'il avait écrit, en 1929: «C'est à l'honneur de la Révolution russe qu'elle tienne à ce que le souffle qui revivifie, en Occident, l'architecture et les arts industriels ranimât le génie créateur des architectes et des artisans russes».

Phrase bien innocente, qui disparut prudemment de la réédition de 1942!

van de Velde avait cependant du métier une vision plus philosophique qu'Horta et qui lui faisait entrevoir que l'architecture ne puise pas ses symboles en elle-même mais dans son adéquation aux aspirations des couches sociales à qui elle s'adresse.

Mais méfiant — à la manière de Nietzsche — à l'égard des couches populaires, il croyait à l'action des élites et recherchait les lieux d'où elle pût s'exercer. Il avoue, dans ses mémoires, avoir pratiqué auprès d'Henri de Man «une sorte de dictature masquée».

Il est dommage qu'un homme aussi intelligent n'ait pu résister à cette griserie du pouvoir — fût-il esthétique.

(1) Victor Horta. Mémoires. Texte établi, annoté et introduit par Cécile Dulière. Ministère de la Communauté française de Belgique, 1985.

(2) L'œuvre architecturale de Henry van de Velde: Léon Ploegaerts et Pierre Puttemans. Atelier Vokaer — Les Presses de l'Université de Laval, 1987.

(3) Voir à ce sujet le dossier paru dans les Cahiers de La Cambre n° 3, mai 1986.

(4) Réédité récemment chez Piper à Munich (1986): Henry van de Velde. Geschichte meines Lebens Herausgegeben und übertragen von Hans Curjel.

livres

le rêve et l'action

par andré leysen

André Leysen est un homme sûr de lui, un homme heureux. Dans son livre «Le rêve et l'action» que publient les Editions Duculot, il déploie quelques unes de ses certitudes. Par exemple: «la flexibilité n'est plus un problème aujourd'hui, dans la mesure où les syndicats ont appris à la connaître et à négocier à son sujet», «L'antique lutte des classes et l'idéologie à laquelle elle a donné naissance, sont dépassées», «Tout le monde a grosso modo les mêmes chances de réussir», «Le social à court terme est l'ennemi du progrès». Une «malsaine concentration de pouvoirs» a conduit les syndicats «à provoquer le chaos dans la fonction publique». Ou encore: «... l'on devrait s'attacher plus activement à élaborer des formules permettant de susciter l'intérêt du personnel des entreprises pour l'actionnariat. Il en résultera une plus grande objectivité générale à l'égard des mécanismes de fonctionnement de l'entreprise».

Au centre de son rêve et de son action, André Leysen proclame: «Je crois en un modèle harmonique». Ce modèle, l'ancien président de la FEB a déjà eu l'occasion de le définir: il s'agit d'une «économie libre de marché fondée sur le consensus». De ce modèle, «la réussite japonaise constitue un premier présage» et l'expérience menée au sein de l'entreprise Agfa-Gevaert un exercice en Belgique. On sait que M. Leysen est le patron (heureux) de cette prospère société anonyme, dont le personnel est supposé être aussi heureux que lui puisqu'il est associé aux bénéficiaires.

Ce qu'il est intéressant de noter, c'est que l'ex-patron des patrons, féru d'harmonie à la nipponne, déclare sans ambages: «Notre pays ne peut être gouverné sans les syndicats». Il ajoute même que «ce sont les syndicats qui fixent les grandes lignes de la politique». Comment concilier ce constat avec ses observations sur le syndicat-fauteur-de-chaos, ou avec le dépassement de la lutte des classes? La réponse tient dans une phrase: «une politique syndicale aménagée pourrait, dans les prochaines années aider à rétablir l'équilibre — toujours précaire — entre le social et l'économique». Qu'est ce donc qu'une politique syndicale aménagée? Certes, les organisations syndicales doivent mieux prendre en compte des transformations économiques et sociologiques. Et il est vrai que la gauche tout entière souffre d'un retard dans la réflexion et dans le dynamisme des syndicats. Mais le propos ambigu d'André Leysen s'éclaire, quand il invoque — avec quel lyrisme! — le grand exemple de Jef Houthuys. Celui-ci a été, dit André Leysen, non seulement un bon tacticien, mais aussi l'arbitre du pays. «Si je puis me permettre une comparaison avec le monde des affaires, écrit-il, je dirais que Martens présidait le comité de direction et assurait la gestion journalière de la Belgique, tandis que Houthuys était président du conseil de surveillance. Celui-ci peut

exercer une énorme influence sur la stratégie générale. C'est en fin de compte lui qui décide si le président du comité de direction peut poursuivre sa tâche et précise le cadre dans lequel il l'accomplit.»

Voilà donc Jef Houthuys hissé au rang de «arbiter patriae». M. Leysen frémit à l'idée qu'il aurait pu ne pas être là, que la CSC aurait pu être dirigée «par un homme d'une maturité moindre et surtout moins avisé». Cet hommage appuyé à Jef Houthuys — qui n'est pas nouveau — est instructif: l'aménagement dont rêve Leysen serait commandé par une conception et une pratique syndicales à la Houthuys, c'est-à-dire soucieuse avant tout de ne pas perturber l'ordre établi, visant à éviter des actions de masse, bien plus à l'écoute du pouvoir économique et politique, que des aspirations des syndiqués.

Mais n'est-ce pas en même temps et involontairement un hommage à la force potentielle du monde du travail, à la capacité qu'il aurait — uni et résolu — de peser sur le pouvoir?

Il arrive que M. Leysen ait de l'humour. C'est ainsi qu'il note, amusé, que lors de l'attentat perpétré par les CCC contre le siège de la FEB, un seul objet de son bureau avait échappé à la destruction: un vase qui lui avait été offert par une délégation chinoise. Aura-t-il assez d'humour et assez de lucidité pour repenser les bienfaits de l'actionnariat ouvrier à la lumière des tumultes boursiers d'octobre 87? On peut en douter au vu de sa souveraine assurance et de sa conviction (religieuse) que seule l'économie de marché — à l'abri de la planification — est la voie du progrès. Son appréciation des changements en cours en URSS est typique de cette attitude manichéenne: ou bien le communisme (traduisez l'URSS et la Chine) s'effondrera pour des raisons économiques, ou bien il se muera en une économie de marché.

Le consensus et l'harmonie dont il rêve et pour lesquels il agit sont dictés par les plus forts. André Leysen est un homme heureux, bardé de certitudes.

r.l.

Chez Duculot, Gembloux, Collection «Perspectives», 200 pages — 595 F.

l'urss en révolution

par jean radvanyi

Géographe, professeur de civilisation de l'URSS à Paris, auteur du «Géant aux paradoxes», Jean Radvanyi est particulièrement qualifié pour traiter du thème vaste, complexe et brûlant qu'est l'URSS en révolution. Il le traite en ratissant large. Au delà d'une analyse de la «perestroïka» en cours, il apporte une réflexion originale sur les enjeux théoriques du socialisme en développement. Parmi les facteurs les plus féconds de novation, Radvanyi repère la réhabilitation du rôle de l'individu «comme acteur autant que destinataire du mouvement social», la reconnaissance de l'individu comme instance déterminante du politique. En rupture avec des visions volontaristes et mécanistes, ces nouveaux facteurs placent, montre J.R., la demande sociale au cœur de l'ensemble des préoccupations économiques et politiques. L'auteur observe aussi un mouvement très sensible de retour au léninisme, sur base d'une critique implicite du marxisme-léninisme tel qu'il s'est développé en URSS.

Mais avant d'en venir là, J.R. pose quelques questions clés sur la «perestroïka»: pourquoi maintenant? pour aboutir à quoi? en s'appuyant sur quelles forces? en surmontant quels obstacles? Ces questions, il les situe à la fois dans l'histoire de cet «Etat-continent» qu'est l'URSS, et dans les relations internationales en cette fin de siècle. Un propos ambitieux, servi par une recherche aussi sérieuse qu'engagée.

La stagnation et les déséquilibres qui ont marqué les années septante, l'échec des tentatives de réformes (de Khrouchtchev à Andropov) sont analysés avec le souci évident d'éviter tout schématisme. «D'une certaine façon, note Radvanyi, l'ère Brejnev est traversée par une velléité permanente de transformation». Mais si toutes ces tentatives s'enlisent, si les expériences entreprises sont condamnées à l'insularité, c'est d'abord en raison du poids des habitudes, c'est ensuite et surtout en raison de la «logique du rouleau compresseur». Une logique inspirée par la domination sans partage de critères quantitatifs, qui a induit une structure de pouvoir qui freine la novation est liée à des «mécanismes fondamentaux du fonctionnement politique dérivant de la lecture qui a été faite du centralisme démocratique et des pratiques qui en découlent depuis les années trente». Ainsi est mise en lumière la liaison entre facteurs économiques, politiques et idéologiques — liaison qui explique les contradictions et même les paradoxes de la société soviétique. Un de ces paradoxes les plus redoutables est le net retard accusé par l'URSS dans certains secteurs de la recherche de pointe — un retard qui a mené à la dévalorisation du métier de chercheur.

Mais l'URSS en révolution, c'est aussi une nouvelle approche du processus d'urbanisation (visant à réduire les disparités entre les grandes villes

et les autres), c'est le décret sur l'alcoolisme, c'est le nouveau programme de santé publique, c'est le souci de renverser la tendance, perceptible dans la jeunesse, d'estimer plus prestigieux un emploi de vendeur ou réparateur qu'un emploi d'ingénieur ou d'enseignant. Et c'est la volonté de faire face tant à la réalité incontournable du travail au noir qu'au système de privilèges réservés à «quelques groupes ou individus protégés».

Bien entendu, le géographe se devait de revenir sur le thème des régions et nations soviétiques, présent déjà dans «Le géant aux paradoxes». Interviennent ici notamment les relations entre la culture et la langue russes et les autres cultures et langues; la place des courants nationalistes et/ou anti-sémites et enfin le contenu concret de l'autonomie des républiques.

Enfin, Jean Radvanyi examine les pratiques de la démocratie et du pluralisme en URSS, rappelant le propos de Gorbatchev: «Il faut que le parti s'affranchisse de son complexe d'infailibilité». C'est une rude bataille qui implique notamment un renforcement de la légalité, une revigoration de la vie associative, un entraînement au débat démocratique.

Au total une lecture tout à faire recommandée et où les abonnés des *CM* trouveront les approfondissements souhaités au numéro de septembre consacré à la «perestroïka».

r.l.

Editions Messidor - 260 pages - 110 FF.

l'ouvrier au théâtre de 1871 à nos jours

On connaît le remarquable travail que conduit depuis une dizaine d'années l'équipe « Théâtre moderne » du CNRS : découverte, analyse et réhabilitation de ces formes marginales de théâtre où les enjeux politiques travaillent l'écriture autant que la représentation. Successivement ont été examinés le théâtre militant de l'entre-deux-guerres, celui de la période post soixante-huitarde ainsi que diverses approches particulières. Toutes ces enquêtes se caractérisent, fait exceptionnel, dans la critique française, par un recours systématique aux textes originaux, qu'ils soient en langue allemande, russe, polonaise ou anglaise (1).

L'Ouvrier au théâtre prolonge cette vaste entreprise. Une dizaine de contributions passent en revue les manières dont l'ouvrier entre en relation avec le texte théâtral, comme personnage, comme auteur ou comme public. Impossible, naturellement, de répercuter ici dans le détail l'apport d'études qui couvrent un champ géographique et historique aussi étendu. Contentons-nous de faire écho à la seule contribution de Monique Surel-Turpin, *Une écriture dramatique au service de « la Sociale »*, consacrée aux pièces de Louise Michel.

Dix ans après la Commune, lorsque la « Pétroleuse » revient de Nouvelle-Calédonie, elle consacre une part notable de son activité à rédiger et à faire jouer des mélodrames socialistes. Ceux-ci ont été conservés, par une ironie somme toute logique de l'Histoire, dans les Archives de la censure française. Leur intérêt réside dans une compréhension nouvelle de l'« art social » qui rompt délibérément avec le modèle naturaliste en vogue. Au lieu d'insister sur les déterminismes génétiques ou sociaux dont Zola et ses épigones abusaient, au lieu de rechercher une forme dramatique qui offre au public ouvrier un reflet plus ou moins fidèle de ses conditions d'existence, Louise Michel reprend les intrigues et les « ficelles » du drame populaire et les met au service de tableaux évoquant la Commune ou l'avènement du socialisme. Un peu comme si, de nos jours, le roman photo ou le feuilleton *Dallas* se clôturaient sur une apologie de la lutte des classes... Tout ceci ne va pas sans naïveté, bien entendu, mais l'expérience du « mélodrame politique » n'offre-t-elle pas un exemple stimulant de la « production d'un nouveau spectateur » que souhaitait Brecht ? Je crois qu'il faut laisser ouverte l'étude de ce genre de « détournement » d'une forme et se garder de conclure, comme le fait un peu hâtivement Monique Surel-Turpin, que « le naturalisme semble mieux convenir à un théâtre socialiste » que le mélodrame. On aimerait en tous cas savoir s'il faut ranger les pièces de Louise Michel au côté des romans de Sue, ou si on peut les rapprocher des pièces de Bertolazzi, dont Strehler s'était naguère servi ?

Une dernière remarque, qui s'adresse à l'éditeur belge : pourquoi ne pas avoir interrogé aussi les pratiques nationales ? C'eût été l'occasion de combler une lacune présente depuis le début des publications du groupe «Théâtre moderne».

paul aron

Cahiers théâtre Louvain-la-Neuve, mai 1987.

(1) Publiées à Lausanne, aux Editions l'Age d'homme, depuis 1977.

en revues

Faute d'espace, notre rubrique «*En revue*» est fortement condensée. La prochaine livraison des *CM* comblera cette lacune. En attendant, nous tenons à saluer la naissance de *Celsius*, nouvelle revue mensuelle rédigée par une équipe essentiellement d'origine belge et française, et qui entend analyser ce qu'il est convenu d'appeler l'«extrémisme de droite».

(«*Celsius*», Boîte postale 210, Bruxelles V)

Nous attirons l'attention de nos lecteurs sur l'intérêt du sommaire de *Contradictions*, et sur le dossier publié par le périodique *Virages* à propos du quotidien français «Libération».

Un dossier important:
«*Pour qui roule Libération?*»

La revue «*Virages*», dont nous avons déjà commenté des livraisons précédentes, vient de sortir un dossier-choc: «*Pour qui roule Libération?*». C'est une minutieuse enquête, très documentée, sur le singulier cheminement de cette gazette française, originellement maoïste, et qui bénéficie aujourd'hui de la protection de grands patrons comme Umberto Agnelli et Guy de

Rothschild. «Libé» est devenu en une quinzaine d'années une référence pour gens «branchés», un quotidien «recentré» lu par un million de personnes, le journal préféré des cadres.

Sur cette involution — à la fois technologique et idéologique — «*Virages*» apporte des chiffres, des témoignages, des documents extrêmement précis. Le quotidien naguère «libre» est aujourd'hui une entreprise multimédia. L'autogestion a vécu, le «management» moderne a ses exigences qui passent par des licenciements et des salaires bradés. Et le Serge July de 1987 a peu de rapports (en tous cas idéologiques) avec le Serge July de 1971... Une histoire qui n'est pas terminée. Une histoire vraie, à lire!

100 F le numéro — 500 F.
l'abonnement à six numéros - N°
de compte 310-0185542-67 avec
la mention «*Virages - Cipa*».

CONTRADICTIONS (n° 51)

Jean-Louis Fauchet	Le mouvement écologiste à la croisée des chemins
Ronald Pirson	De Val-Duchesse au «Mundial», lorsque survient la fête
Roland Lew et Yannis Thanassekos	Les enjeux du débat actuel sur le totalitarisme
Claude Herne	Le totalitarisme à visage angélique, ou la dictature du pluralisme médiatique
Cent ans de socialisme belge	
Bernard Hengchen	Introduction au débat
Jacques Yerna	Cent ans de socialisme belge
R. Lew et Y. Thanassekos	Marxisme des intellectuels, marxisme pour le mouvement ouvrier: un même cheminement?
Jean Pestieau	Samir Amin: La déconnexion, pour sortir du système mondial
Michel Capron	Cuivre et zinc: duel à mort au-dessus d'un volcan (chronique)
Baudouin Piret	Notes sur la conjoncture actuelle et les perspectives rédactionnelles de <i>Contradictions</i> .

Le numéro: 250 F. L'abonnement annuel: 700 F.

2, avenue des Grenadiers, Boîte I, 1050 Bruxelles

C	M
CAHIERS	
MARXISTES	

ça bouge en u.r.s.s.

SPÉCIAL
PERESTROÏKA

la réforme économique
le rôle de l'opinion publique

septembre 1987

153

Les « Cahiers marxistes » sont déposés dans les librairies suivantes :

DU MONDE ENTIER
rue du Midi 162
1000 Bruxelles

**CERCLE D'ÉDUCATION
POPULAIRE**
rue des Deux Eglises 128
1040 Bruxelles

F.N.A.C.
City II, rue Neuve
1000 Bruxelles

**PRESSES UNIVERSITAIRES
DE BRUXELLES**
av. Paul Héger 42
1050 Bruxelles

LE LIVRE ROUGE
Bd. Lemonnier 171
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE LEFÈBVRE
Rue des Colonies 7-9
1000 Bruxelles

TROPISMES
Galerie des Princes 5-11
1000 Bruxelles

LIBRIS - 44
Passage 44 (bd. Botanique)
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE BIBLIO
rue de la Régence 53
4000 Liège

LIBRAIRIE ANDRÉ LETO
rue d'Havré 9
7000 Mons

KRITAK
Vesaliusstraat 1
3000 Leuven

LIBRAIRIE DÉRIVE
rue des Augustins 17
5200 Huy

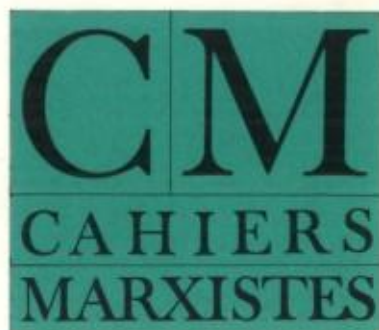
CLUB ACHILLE CHAVÉE
rue Hamoir 93
7100 La Louvière

L'ÎLE LETTRÉE
6914 Redu

LIBRAIRIE L'AVENIR
rue St Léonard 102
4000 Liège

Abonnement annuel :	
pour la Belgique	700 F
pour l'étranger	800 F

Faites vous et faites nous plaisir en effectuant sans tarder un versement au CCP 000-0188745-80 de la Fondation J. Jacquemotte — 1000 Bruxelles



Avec l'appui de la Commission française de la Culture de l'agglomération bruxelloise

Adresse: 20, av. de Stalingrad — 1000 Bruxelles

Prix: 100F.